



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ — Αρ. Φύλλου **117**

19 Ιουνίου 1995

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2309

Κύρωση Σύμβασης Συνδιαλλαγής και Διαιτησίας στο πλαίσιο της Διάσκεψης για την Ασφάλεια και Συνεργασία στην Ευρώπη.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, η Σύμβαση για τη Συνδιαλλαγή και τη Διαιτησία στο πλαίσιο της Διάσκεψης για την Ασφάλεια και τη Συνεργασία στην Ευρώπη, που υπογράφηκε στη Στοκχόλμη στις 15 Δεκεμβρίου 1992, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην Ελληνική έχει ως εξής:

CONVENTION RELATIVE A LA CONCILIATION ET A L'ARBITRAGE AU SEIN DE LA CSCE

Les Etats parties à la présente Convention, participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe,

Conscients de leur obligation, conformément au paragraphe 3 de l'article 2 et à l'article 33 de la Charte des Nations Unies, de régler pacifiquement leurs différends;

Soulignant qu'ils n'entendent en aucune manière porter atteinte à la compétence d'autres institutions ou mécanismes existants, notamment la Cour internationale de Justice, la Cour européenne des droits de l'homme, la Cour de Justice des Communautés européennes et la Cour permanente d'Arbitrage;

Réaffirmant leur engagement solennel de régler leurs différends par des moyens pacifiques et leur décision de mettre au point des mécanismes pour le règlement des différends entre Etats participants;

Rappelant que l'application intégrale de tous les principes et engagements de la CSCE constitue en soi un

élément essentiel de la prévention des différends entre les Etats participant à la CSCE;

Soucieux de consolider et de renforcer les engagements figurant notamment dans le Rapport de la Réunion d'experts sur le règlement pacifique des différends adopté à La Valette et approuvé par le Conseil des ministres des affaires étrangères de la CSCE, réuni à Berlin les 19 et 20 juin 1991,

Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER - DISPOSITIONS GENERALES

Article premier

Etablissement de la Cour

Il est établi une Cour de conciliation et d'arbitrage aux fins de régler, par la voie de la conciliation et, le cas échéant, par celle de l'arbitrage, les différends qui lui sont soumis conformément aux dispositions de la présente Convention.

Article 2

Commissions de conciliation et tribunaux arbitraux

1. La conciliation est assurée par une commission de conciliation constituée pour chaque différend. Cette commission est composée de conciliateurs désignés sur une liste établie conformément aux dispositions de l'article 3.
2. L'arbitrage est assuré par un tribunal arbitral constitué pour l'examen de chaque différend. Ce tribunal est composé d'arbitres désignés sur une liste établie conformément aux dispositions de l'article 4.
3. L'ensemble des conciliateurs et des arbitres constituent la Cour de conciliation et d'arbitrage au sein de la CSCE, ci-après dénommée "la Cour".

Article 3

Désignation des conciliateurs

1. Chaque Etat partie à la présente Convention désigne, dans les deux mois qui suivent l'entrée en vigueur de celle-ci, deux conciliateurs, dont l'un au moins a la nationalité de l'Etat qui le désigne et dont l'autre peut avoir la

nationalité d'un autre Etat participant à la CSCE. Un Etat qui devient partie à la Convention après l'entrée en vigueur de celle-ci désigne ses conciliateurs dans les deux mois qui suivent l'entrée en vigueur de la Convention à son égard.

2. Les conciliateurs doivent être des personnes exerçant ou ayant exercé de hautes fonctions sur le plan international ou national et avoir des compétences reconnues en matière de droit international, de relations internationales ou de règlement des différends.

3. Les conciliateurs sont désignés pour une période de six ans renouvelable. L'Etat qui les a désignés ne peut mettre fin à leurs fonctions en cours de mandat. En cas de décès, de démission ou d'empêchement constaté par le Bureau de la Cour, l'Etat concerné procède à la désignation d'un nouveau conciliateur; celui-ci achève le mandat de son prédécesseur.

4. A l'expiration de leur mandat, les conciliateurs continuent de connaître des affaires dont ils sont déjà saisis.

5. Les noms des conciliateurs sont notifiés au Greffier, qui les inscrit sur une liste qui est communiquée ensuite au Secrétariat de la CSCE pour transmission aux Etats participant à la CSCE.

Article 4

Désignation des arbitres

1. Chaque Etat partie à la présente Convention désigne, dans les deux mois qui suivent l'entrée en vigueur de celle-ci, un arbitre et un suppléant qui peuvent avoir la nationalité de cet Etat ou celle de tout autre Etat participant à la CSCE. Un Etat qui devient partie à la Convention après l'entrée en vigueur de celle-ci désigne un arbitre et un suppléant dans les deux mois qui suivent l'entrée en vigueur de la Convention à son égard.

2. Les arbitres et leurs suppléants doivent réunir les conditions requises pour l'exercice, dans leur pays respectif,

des plus hautes fonctions judiciaires ou être des jurisconsultes possédant une compétence notoire en matière de droit international.

3. Les arbitres et leurs suppléants sont désignés pour un mandat de six ans renouvelable une fois. L'Etat partie qui les a désignés ne peut mettre fin à leurs fonctions en cours de mandat. En cas de décès, de démission ou d'empêchement constaté par le Bureau, l'arbitre est remplacé par son suppléant.

4. Si un arbitre et son suppléant décèdent, démissionnent ou sont tous deux empêchés, l'empêchement étant constaté par le Bureau, il est procédé à de nouvelles désignations conformément au paragraphe 1. Le nouvel arbitre et son suppléant achèvent le mandat de leurs prédécesseurs.

5. Le Règlement de la Cour peut prévoir un renouvellement partiel des àrbitres et de leurs suppléants.

6. A l'expiration de leur mandat, les arbitres continuent de connaître des affaires dont ils sont déjà saisis.

7. Les noms des arbitres sont notifiés au Greffier, qui les inscrit sur une liste qui est communiquée ensuite au Secrétariat de la CSCE pour transmission aux Etats participant à la CSCE.

Article 5

Indépendance des membres de la Cour et du Greffier

Les conciliateurs, les arbitres et le Greffier exercent leurs fonctions en toute indépendance. Avant de prendre leurs fonctions, ils font une declaration par laquelle ils s'engagent à exercer leurs pouvoirs en toute impartialité et conscience.

Article 6

Privilèges et immunités

Les conciliateurs, les arbitres et le Greffier ainsi que les agents et les conseils des parties à un différend jouissent, dans l'exercice de leurs fonctions sur le territoire des Etats parties à la présente Convention, des privilèges et immunités accordés aux personnes liées à la Cour internationale de Justice.

Article 7

Bureau de la Cour

1. Le Bureau de la Cour est composé d'un Président, d'un Vice-Président et de trois autres membres.

2. Le Président de la Cour est élu par les membres de la Cour réunis en collège. Il préside le Bureau.

3. Les conciliateurs et les arbitres élisent, dans leur collège respectif, deux membres du Bureau et leurs suppléants.

4. Le Bureau élit son Vice-Président parmi ses membres. Le Vice-Président est élu parmi les conciliateurs si le Président est un arbitre, parmi les arbitres si le Président est un conciliateur.

5. Le Règlement de la Cour fixe les modalités de l'élection du Président, des autres membres du Bureau et de leurs suppléants.

Article 8

Modalités de prise de décision

1. Les décisions de la Cour sont prises à la majorité des membres prenant part au vote. Les membres qui s'abstiennent ne sont pas considérés comme prenant part au vote.

2. Les décisions du Bureau sont prises à la majorité de ses membres.

3. Les décisions des commissions de conciliation et des tribunaux arbitraux sont prises à la majorité des voix de leurs membres, lesquels ne peuvent s'abstenir.

4. En cas de partage égal des voix, la voix du Président est prépondérante.

Article 9

Le Greffier

La Cour désigne son Greffier et peut procéder à la désignation d'autres fonctionnaires dans la mesure de ses besoins. Le Statut du personnel du Greffe est élaboré par le Bureau et adopté par les Etats parties à la présente Convention.

Article 10

Siège

1. Le siège de la Cour est fixé à Genève.

2. A la demande des parties au différend et avec l'accord du Bureau de la Cour, une commission de conciliation ou un tribunal arbitral peut se réunir en dehors du siège.

Article 11

Règlement de la Cour

1. La Cour adopte son Règlement, qui doit être soumis à l'approbation des Etats parties à la présente Convention.

2. Le Règlement de la Cour fixe notamment les règles de procédure qui doivent être appliquées par les commissions de conciliation et les tribunaux arbitraux constitués conformément à la Convention. Il précise quelles sont, parmi ces règles, celles auxquelles les parties au différend ne peuvent déroger par voie d'accord.

Article 12

Langues de travail

Le Règlement de la Cour établit les règles applicables à l'usage des langues.

Article 13

Protocole financier

Sous réserve des dispositions de l'article 17, tous les frais encourus par la Cour sont supportés par les Etats parties à la présente Convention. Les dispositions concernant le calcul des frais, la préparation et l'approbation du budget annuel de la Cour, la répartition des frais entre les Etats parties à la Convention, la vérification des comptes de la Cour et les questions connexes sont contenues dans un Protocole financier adopté par le Comité des hauts fonctionnaires. Un Etat est lié par le Protocole dès qu'il devient partie à la Convention.

Article 14

Rapport périodique

Le Bureau présente chaque année au Conseil de la CSCE, par l'intermédiaire du Comité des hauts fonctionnaires, un rapport sur les activités relevant de la présente Convention.

Article 15

Notification des demandes de conciliation ou d'arbitrage

Le Greffier de la Cour informe le Secrétariat de la CSCE de toute demande de conciliation ou d'arbitrage, pour transmission immédiate aux Etats participant à la CSCE.

Article 16

Attitude à observer par les parties; mesures conservatoires

1. Durant la procédure, les parties au différend s'abstiennent de toute action susceptible soit d'aggraver la situation, soit de rendre plus difficile ou d'empêcher le règlement du différend.

2. La commission de conciliation peut attirer l'attention des parties au différend qui lui est soumis sur les mesures qu'elles pourraient prendre afin d'empêcher que le différend ne s'aggrave ou que sa solution ne soit rendue plus difficile.

3. Le tribunal arbitral constitué pour examiner un différend peut indiquer les mesures conservatoires qui devraient être prises par les parties au différend conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 26.

Article 17

Frais de procédure

Les parties à un différend et toute partie intervenante assument chacune leurs propres frais de procédure.

CHAPITRE II - COMPETENCE

Article 18

Compétence de la commission et du tribunal

1. Tout Etat partie à la présente Convention peut soumettre à une commission de conciliation tout différend l'opposant à un autre Etat partie, qui n'aurait pu être réglé dans un délai raisonnable par voie de négociation.
2. Un différend peut être soumis à un tribunal arbitral dans les conditions énoncées à l'article 26.

Article 19

Sauvegarde des modes de règlement existants

1. La commission de conciliation ou le tribunal arbitral constitué en vue du règlement d'un différend cesse de connaître de ce dernier :

a) si, préalablement à la saisine de la commission ou du tribunal, une cour ou un tribunal dont les parties sont juridiquement tenues d'accepter la compétence en ce qui concerne ce différend a été saisi ou si une telle instance a déjà rendu une décision sur le fond de ce différend;

b) si les parties au différend ont accepté par avance la compétence exclusive d'un organe juridictionnel autre que le tribunal prévu par la présente Convention et si cet organe est compétent pour trancher, avec force obligatoire, le différend qui lui est soumis, ou si les parties au différend sont convenues de rechercher le règlement de celui-ci exclusivement par d'autres moyens.

2. La commission de conciliation constituée en vue du règlement d'un différend cesse de connaître de ce différend si, même après sa saisine, une cour ou un tribunal dont les parties sont juridiquement tenues d'accepter la compétence est saisi par l'une des parties ou toutes les parties à ce différend.

3. La commission de conciliation surseoit à l'examen d'un différend si un autre organe ayant compétence pour formuler des propositions sur ce même différend en a été saisi antérieurement. Si cette démarche antérieure n'aboutit pas au règlement du différend, la commission reprend ses travaux à la demande des parties au différend ou de l'une d'elles, sous réserve des dispositions du paragraphe 1 de l'article 26.

4. Un Etat peut, au moment de la signature ou de la ratification de la Convention, ou de l'adhésion à celle-ci, formuler une réserve en vue d'assurer la compatibilité du mécanisme de règlement des différends qu'elle institue avec d'autres modes de règlement des différends résultant d'engagements internationaux applicables à cet Etat.

5. Si, à un moment quelconque, les parties parviennent à régler leur différend, la commission ou le tribunal procède à la radiation de celui-ci après avoir reçu l'assurance écrite de toutes les parties qu'elles ont réglé le différend.

6. Tout désaccord entre les parties au différend quant à la compétence de la commission ou du tribunal est tranché par la commission ou le tribunal.

CHAPITRE III - CONCILIATION

Article 20

Demande de constitution d'une commission de conciliation

1. Tout Etat partie à la présente Convention peut, lorsqu'un différend l'oppose à un ou plusieurs autres Etats parties, adresser au Greffier une requête en vue de la constitution d'une commission de conciliation. Deux ou plusieurs Etats parties peuvent également adresser une requête conjointe au Greffier.

2. La constitution d'une commission de conciliation peut également être demandée par voie d'accord entre deux ou plusieurs Etats parties ou entre un ou plusieurs Etats parties et un ou plusieurs autres Etats participant à la CSCE. Cet accord est notifié au Greffier.

Article 21

Constitution de la commission de conciliation

1. Chaque partie au différend nomme, sur la liste des conciliateurs établie conformément à l'article 3, un conciliateur pour siéger au sein de la commission.

2. Si plus de deux Etats sont parties au même différend, les Etats ayant les mêmes intérêts peuvent convenir de nommer un seul conciliateur. S'ils ne le font pas, le même nombre de conciliateurs est nommé de chaque côté, à concurrence d'un maximum fixé par le Bureau.

3. Tout Etat qui est partie à un différend soumis à une commission de conciliation sans être partie à la présente Convention peut nommer, pour siéger au sein de la commission, une personne choisie soit sur la liste des conciliateurs établie conformément à l'article 3, soit parmi des ressortissants d'un Etat participant à la CSCE. Dans ce cas, ces derniers ont, aux fins de l'examen du différend, les mêmes droits et obligations que les autres membres de la commission. Ils exercent leurs fonctions en toute indépendance et font la déclaration prescrite à l'article 5 avant de siéger au sein de la commission.

4. Dès réception de la requête ou de l'accord par lequel les Etats parties à un différend demandent la constitution d'une commission de conciliation, le Président de la Cour consulte les parties au différend sur la composition du reste de la commission.

5. Le Bureau nomme trois autres conciliateurs pour siéger au sein de la commission. Ce nombre peut être augmenté ou réduit par le Bureau, pourvu qu'il reste impair. Les membres du Bureau et leurs suppléants figurant sur la liste des conciliateurs peuvent être nommés pour siéger au sein de la commission.

6. La commission élit son président parmi les membres nommés par le Bureau.

7. Le Règlement de la Cour établit les règles applicables si, au début ou en cours de procédure, l'un des membres nommés pour siéger au sein de la commission est récusé, ou s'il n'est pas en mesure de siéger ou refuse de le faire.

8. Toute question relative à l'application du présent article est tranchée par le Bureau à titre préliminaire.

Article 22

Procédure de constitution d'une commission de conciliation

1. Si la constitution d'une commission de conciliation est demandée par voie de requête, cette dernière précise l'objet du différend, la partie ou les parties contre laquelle ou lesquelles elle est dirigée et le nom du conciliateur ou des conciliateurs nommés par la partie ou les parties requérantes. De même, la requête indique sommairement les modes de règlement utilisés antérieurement.

2. Dès réception d'une requête, le Greffier notifie celle-ci à l'autre partie ou aux autres parties au différend visées par la requête. Cette autre partie ou ces autres parties disposent d'un délai de quinze jours à compter de la notification afin de nommer le conciliateur ou les conciliateurs de leur choix pour siéger au sein de la

commission. Si, dans ce délai, une ou plusieurs parties au différend n'ont pas choisi le membre ou les membres de la commission qu'il leur revient de nommer, le Bureau nomme des conciliateurs en nombre approprié. Une telle nomination se fait parmi les conciliateurs désignés conformément à l'article 3 par la partie ou par chacune des parties en cause ou, si ces parties n'ont pas encore désigné de conciliateurs, parmi les conciliateurs qui n'ont pas été désignés par l'autre partie ou les autres parties au différend.

3. Si la constitution d'une commission de conciliation est demandée par voie d'accord, ce dernier précise l'objet du différend. S'il n'y a pas accord, en tout ou en partie, quant à l'objet du différend, chaque partie peut énoncer sa propre position à cet égard.

4. Lorsque la constitution d'une commission de conciliation est demandée par voie d'accord, chaque partie notifie au Greffier le nom du conciliateur ou des conciliateurs nommés par elle pour siéger au sein de la commission.

Article 23

Procédure de conciliation

1. La procédure de conciliation est confidentielle et contradictoire. Sous réserve des dispositions des articles 10 et 11 ainsi que du Règlement de la Cour, la commission de conciliation fixe sa procédure après consultation des parties au différend.

2. Avec l'accord des parties au différend, la commission de conciliation peut inviter tout Etat partie à la présente Convention ayant un intérêt à la solution du différend à participer à la procédure.

Article 24

Objectif de la conciliation

La commission de conciliation aide les parties au différend à régler celui-ci conformément au droit international et aux engagements auxquels ils ont souscrit dans le cadre de la CSCE.

Article 25

Résultat de la procédure de conciliation

1. Si, en cours de procédure, les parties au différend parviennent, avec l'aide de la commission de conciliation, à une solution mutuellement acceptable, elles consignent les termes de cette solution dans un relevé de conclusions signé par leurs représentants et par les membres de la commission. La signature de ce document met fin à la procédure. Le Conseil de la CSCE est informé du succès de la conciliation par l'intermédiaire du Comité des hauts fonctionnaires.

2. Lorsque la commission de conciliation estime que tous les aspects du différend et toutes les possibilités de règlement ont été examinés, elle élabore un rapport final. Ce rapport comporte les propositions de la commission en vue d'un règlement pacifique du différend.

3. Le rapport de la commission de conciliation est notifié aux parties au différend, qui disposent d'un délai de trente jours pour l'examiner et faire savoir au président de la commission si elles sont prêtes à accepter la solution proposée.

4. Si une partie au différend n'accepte pas le règlement proposé, l'autre partie ou les autres parties ne sont plus liées par leur acceptation.

5. Si les parties au différend n'ont pas accepté la solution proposée dans le délai fixé au paragraphe 3, le rapport est transmis au Conseil de la CSCE par l'intermédiaire du Comité des hauts fonctionnaires.

6. Lorsqu'une partie fait défaut lors de la conciliation ou abandonne une procédure après qu'elle a été ouverte, un rapport est également établi afin de notifier immédiatement cette situation au Conseil de la CSCE par l'intermédiaire du Comité des hauts fonctionnaires.

CHAPITRE IV - L'ARBITRAGE

Article 26

Demande de constitution d'un tribunal arbitral

1. Une demande d'arbitrage peut être formée à tout moment par voie d'accord entre deux ou plusieurs Etats parties à la présente Convention ou entre un ou plusieurs Etats parties à la Convention et un ou plusieurs autres Etats participant à la CSCE.

2. Les Etats parties à la Convention peuvent à tout moment, par notification adressée au Dépositaire, déclarer reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans accord spécial la compétence d'un tribunal arbitral sous réserve de réciprocité. Cette déclaration peut être faite sans limitation de durée ou pour un délai déterminé; elle peut être faite pour tous les différends ou exclure les différends soulevant des questions concernant l'intégrité territoriale, la défense nationale, un titre de souveraineté sur le territoire national ou des revendications concurrentes en ce qui concerne la juridiction sur d'autres zones.

3. Une demande d'arbitrage ne peut être formée par voie de requête adressée au Greffier de la Cour contre un Etat partie à la Convention ayant fait la déclaration prévue au paragraphe 2 qu'une fois qu'un délai de trente jours se sera écoulé après que le rapport de la commission de conciliation chargée d'examiner le différend aura été transmis au Conseil de la CSCE conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 25.

4. Lorsqu'un différend est soumis à un tribunal arbitral conformément au présent article, le tribunal peut, de sa propre autorité ou à la demande des parties au différend ou de l'une d'elles, indiquer les mesures conservatoires qui devraient être prises par les parties au différend afin d'empêcher que le différend ne s'aggrave, que sa solution ne soit rendue plus difficile ou qu'une sentence ultérieure du tribunal ne risque d'être inapplicable du fait de l'attitude des parties ou de l'une des parties au différend.

Article 27

Saisine d'un tribunal arbitral

1. Si une demande d'arbitrage est formulée par voie d'accord, ce dernier précise l'objet du différend. S'il n'y a pas d'accord, en tout ou en partie, sur l'objet du différend, chaque partie peut énoncer sa propre position à cet égard.

2. Si une demande d'arbitrage est formulée par voie de requête, cette dernière précise l'objet du différend, l'Etat ou les Etats parties à la présente Convention contre lequel ou lesquels elle est dirigée et les principaux éléments de fait et de droit sur lesquels elle est fondée. Dès réception de la requête, le Greffier notifie celle-ci à l'autre Etat ou aux autres Etats visés par la requête.

Article 28

Constitution du tribunal arbitral

1. Lorsqu'une demande d'arbitrage est formulée, un tribunal arbitral est constitué.

2. Les arbitres désignés par les parties au différend conformément aux dispositions de l'article 4 sont membres de droit du tribunal. Lorsque plus de deux Etats sont parties au même différend, les Etats ayant les mêmes intérêts peuvent convenir de nommer un seul arbitre.

3. Le Bureau nomme parmi les arbitres, pour siéger au tribunal, un nombre de membres supérieur d'au moins une unité à celui des membres de droit. Les membres du Bureau et leurs suppléants figurant sur la liste des arbitres peuvent être nommés pour siéger au tribunal.

4. Si un membre de droit du tribunal est empêché ou s'il a eu à connaître antérieurement, à quelque titre que ce soit, de l'affaire faisant l'objet du différend soumis au tribunal, ce membre est remplacé par son suppléant. Si ce dernier se trouve dans la même situation, l'Etat concerné procède à la nomination

d'un membre aux fins de l'examen du différend selon les modalités prévues au paragraphe 5. En cas de doute sur la capacité d'un membre ou de son suppléant de siéger au sein du tribunal, le Bureau décide.

5. Tout Etat qui est partie à un différend soumis à un tribunal arbitral sans être partie à la présente Convention peut nommer pour siéger au sein du tribunal une personne choisie soit sur la liste des arbitres établie conformément aux dispositions de l'article 4, soit parmi des ressortissants d'un Etat participant à la CSCE. Toute personne ainsi désignée doit remplir les conditions énoncées au paragraphe 2 de l'article 4; elle a, aux fins de l'examen du différend, les mêmes droits et obligations que les autres membres du tribunal. Elle exerce ses fonctions en toute indépendance et fait la déclaration prescrite à l'article 5 avant de siéger au sein du tribunal.

6. Le tribunal élit son président parmi les membres nommés par le Bureau.

7. En cas d'empêchement d'un membre du tribunal nommé par le Bureau, il n'est pas procédé à son remplacement, sauf si le nombre des membres nommés par le Bureau devient inférieur à celui des membres de droit ou des membres nommés par les parties au différend conformément au paragraphe 5. Dans ce cas, un ou plusieurs nouveaux membres sont nommés par le Bureau en application des paragraphes 3 et 4 du présent article. A moins que le membre défaillant ne soit le président du tribunal, il n'est pas procédé à l'élection d'un nouveau président dans le cas de la nomination d'un ou de plusieurs nouveaux membres.

Article 29

Procédure d'arbitrage

1. La procédure d'arbitrage est contradictoire et conforme aux principes du procès équitable. Elle comporte une phase écrite et une phase orale.

2. Le tribunal arbitral dispose, vis-à-vis des parties au différend, des pouvoirs d'instruction et d'investigation nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

3. Tout Etat participant à la CSCE qui estime avoir un intérêt juridique particulier susceptible d'être affecté par la décision du tribunal peut, dans les quinze jours suivant la transmission de la notification effectuée par le Secrétariat de la CSCE conformément à l'article 15, adresser au Greffier de la Cour une requête aux fins d'intervention. Cette requête est immédiatement transmise aux parties au différend et au tribunal constitué pour examiner le différend.

4. Si l'Etat intervenant établit l'existence d'un tel intérêt, il est autorisé à participer à la procédure dans la mesure nécessaire à la protection de cet intérêt. La partie pertinente de la décision du tribunal lie l'Etat intervenant.

5. Les parties au différend disposent d'un délai de trente jours pour faire parvenir au tribunal leurs observations sur la requête aux fins d'intervention. Le tribunal se prononce sur la recevabilité de cette demande.

6. Les débats devant le tribunal se déroulent à huis clos, à moins que le tribunal n'en décide autrement à la demande des parties au différend.

7. En cas de défaut d'une partie ou de plusieurs parties au différend, l'autre partie ou les autres parties peuvent demander au tribunal de lui ou de leur adjuger ses ou leurs conclusions. Dans ce cas, le tribunal rend sa sentence après s'être assuré de sa compétence et du bien-fondé des arguments de la partie ou des parties participant à la procédure.

Article 30

Rôle du tribunal arbitral

Le rôle du tribunal arbitral est de trancher, conformément au droit international, les différends qui lui sont soumis. La présente disposition ne porte pas atteinte à la faculté pour le tribunal, si les parties au différend sont d'accord, de statuer ex aequo et bono.

Article 31

Sentence du tribunal arbitral

1. La sentence du tribunal arbitral est motivée. Si elle n'exprime pas, en tout ou en partie, l'opinion unanime des membres du tribunal, ceux-ci peuvent y joindre l'exposé de leur opinion individuelle ou dissidente.

2. Sous réserve du paragraphe 4 de l'article 29, la sentence du tribunal n'est obligatoire que pour les parties au différend et dans le cas qui a été décidé.

3. La sentence est définitive et n'est susceptible d'aucun appel. Toutefois, les parties au différend ou l'une d'elles peuvent demander au tribunal de procéder à l'interprétation de la sentence en cas de contestation sur son sens ou sa portée. A moins que les parties au différend n'en decident autrement, cette demande doit être formulée au plus tard dans les six mois suivant la communication de la sentence. Apres avoir reçu les observations des parties au differend, le tribunal procede a l'interprétation de la sentence aussitôt que possible.

4. Une demande en révision de la sentence ne peut être présentée qu'en raison de la découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive et qui, avant le prononcé de la sentence, était inconnu du tribunal et de la partie ou des parties au différend demandant la révision. La demande en révision doit être formulée au plus tard dans les six mois suivant la découverte du fait nouveau. Aucune demande de révision ne peut être faite après une période de dix ans suivant la date de la sentence.

5. Dans la mesure du possible, l'examen d'une demande d'interprétation ou d'une demande en révision incombe au tribunal qui a rendu la sentence; si le Bureau constate que cela est impossible, il est procédé à la constitution d'un nouveau tribunal conformément aux dispositions de l'article 28.

Article 32

Publication de la sentence arbitrale

La sentence arbitrale est publiée par les soins du Greffier. Une copie certifiée conforme est communiquée aux parties au différend et au Conseil de la CSCE par l'intermédiaire du Comité des hauts fonctionnaires.

CHAPITRE V - DISPOSITIONS FINALES

Article 33

Signature et entrée en vigueur

1. La présente Convention est ouverte, auprès du Gouvernement

de la Suède, à la signature des Etats participant à la CSCE jusqu'au 31 mars 1993. Elle est soumise à ratification.

2. Les Etats participant à la CSCE qui n'ont pas signé la Convention peuvent y adhérer ultérieurement.

3. La Convention entre en vigueur deux mois après la date de dépôt du douzième instrument de ratification ou d'adhésion.

4. Pour tout Etat qui la ratifie ou y adhère après le dépôt du douzième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entre en vigueur deux mois après le dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

5. Le Gouvernement de la Suède assure les fonctions de Dépositaire de la Convention.

Article 34

Réserves

La présente Convention ne peut faire l'objet d'aucune réserve qu'elle n'autorise expressément.

Article 35

Amendements

1. Les amendements à la présente Convention doivent être adoptés conformément aux paragraphes qui suivent.

2. Tout Etat partie à la Convention peut formuler des propositions d'amendement à celle-ci, lesquelles sont communiquées par le Dépositaire au Secrétariat de la CSCE pour transmission aux Etats participant à la CSCE.

3. Si le Conseil de la CSCE adopte le texte d'amendement proposé, celui-ci est communiqué par le Dépositaire aux Etats parties à la Convention pour acceptation conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

4. Tout amendement ainsi adopté entre en vigueur le trentième jour après que tous les Etats parties à la Convention auront informé le Dépositaire de leur acceptation de cet amendement.

Article 36

Dénonciation

1. Tout Etat partie à la présente Convention peut, à tout moment, dénoncer celle-ci par une notification adressée au Dépositaire.

2. Une telle dénonciation prend effet un an après la date de réception de la notification par le Dépositaire.

3. Toutefois, la Convention continue de s'appliquer à l'Etat auteur de la dénonciation pour les procédures en cours au moment de l'entrée en vigueur de la dénonciation. Ces procédures se poursuivent jusqu'à leur terme.

Article 37

Notifications et communications

Les notifications et les communications incombant au Dépositaire sont adressées au Greffier et au Secrétariat de la CSCE et communiquées ensuite aux Etats participant à la CSCE.

Article 38

Etats qui ne sont pas parties à la présente Convention

Il est confirmé que, conformément au droit international, aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme créant des obligations ou des engagements quelconques pour des Etats participant à la CSCE qui ne sont pas parties à la Convention, à moins qu'ils ne soient expressément prévus et expressément acceptés par écrit par ces Etats.

Article 39

Dispositions transitoires

1. Dans les quatre mois suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention, la Cour procède à l'élection de son Bureau, à l'adoption de son Règlement et à la désignation du Greffier conformément aux dispositions des articles 7, 9 et 11. Le Gouvernement hôte de la Cour prend les dispositions nécessaires en coopération avec le Dépositaire.

2. Tant que le Greffier n'est pas nommé, les fonctions prévues au paragraphe 5 de l'article 3 et au paragraphe 7 de l'article 4 sont exercées par le Dépositaire.

Fait à Stockholm en allemand, anglais, espagnol, français, italien et russe, les six langues faisant également foi, le 15 décembre 1992.

PROTOCOLE FINANCIER
ETABLI CONFORMEMENT A L'ARTICLE 13 DE LA CONVENTION
RELATIVE A LA CONCILIATION ET A L'ARBITRAGE AU SEIN DE LA CSCE

Article premier
Frais de la Cour

1. Tous les frais de la Cour établie par la Convention relative à la conciliation et à l'arbitrage au sein de la CSCE (ci-après dénommée "la Convention") sont supportés par les Etats parties à la Convention. Les frais relatifs aux conciliateurs et aux arbitres sont supportés par la Cour.

2. Les obligations de l'Etat du siège en matière de dépenses relatives aux locaux et au mobilier mis à la disposition de la Cour, à leur entretien, leur assurance et leur protection, ainsi qu'aux charges courantes, font l'objet d'un échange de lettres entre la Cour, agissant avec le consentement des Etats parties à la Convention et en leur nom, et l'Etat du siège.

Article 2
Contributions au budget de la Cour

1. Les contributions au budget de la Cour sont réparties entre les Etats parties à la Convention conformément au barème de répartition applicable au sein de la CSCE, adapté en fonction de la différence numérique entre les Etats participant à la CSCE et les Etats parties à la Convention.

2. Si un Etat ratifie la Convention ou y adhère après son entrée en vigueur, sa contribution est égale, pour l'exercice en cours, à un douzième de sa quote-part du barème adapté, tel qu'établi conformément au paragraphe 1 du présent article, pour chaque mois entier de l'exercice restant à courir à la date à laquelle la Convention entre en vigueur pour cet Etat.

3. Lorsqu'un Etat qui n'est pas partie à la Convention soumet un différend à la Cour en application des dispositions de l'article 20, paragraphe 2, ou de l'article 26, paragraphe 1, de la Convention, il contribue au budget de la Cour, pendant la durée de la procédure, comme s'il était partie à la Convention.

Aux fins de l'application du présent paragraphe, la procédure de conciliation est réputée commencer le jour où le Greffier reçoit la notification de l'accord des parties sur la constitution d'une commission et prendre fin le jour où la commission notifie son rapport aux parties. Si une partie abandonne la procédure, celle-ci est réputée prendre fin le jour de la notification du rapport prévu à l'article 25, paragraphe 6, de la Convention. La procédure d'arbitrage est réputée commencer le jour où le Greffier reçoit la notification de l'accord des parties sur la constitution d'un tribunal et prendre fin le jour où le tribunal rend sa sentence.

Article 3
Année budgétaire et budget

1. L'année budgétaire commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

2. Le Greffier, agissant de concert avec le Bureau de la Cour, établit chaque année un projet de budget pour la Cour. Le projet de budget pour l'exercice à venir est soumis aux Etats parties à la Convention avant le 15 septembre.

3. Le budget est adopté par les représentants des Etats parties à la Convention. L'examen et l'adoption du budget se font à Vienne, sauf si les Etats parties à la Convention en décident autrement. Dès l'adoption du budget pour l'année budgétaire considérée, le Greffier demande aux Etats parties à la Convention de verser leur contribution.

Si le budget n'a pas été adopté au 31 décembre, la Cour fonctionne sur la base du budget précédent et, sans préjudice d'adaptations ultérieures, le Greffier demande aux Etats parties à la Convention de verser leur contribution conformément à ce budget.

Le Greffier demande aux Etats parties à la Convention de mettre à disposition cinquante pour cent de leur contribution au 1er janvier et les cinquante pour cent restants au 1er avril.

4. Sauf décision contraire des représentants des Etats parties à la Convention, le budget est établi en francs suisses et les contributions des Etats sont versées en cette monnaie.

5. Un Etat qui ratifie la Convention ou y adhère après son entrée en vigueur verse sa première contribution au budget dans les deux mois qui suivent la demande faite par le Greffier.

6. Les Etats qui, sans être parties à la Convention, soumettent un différend à la Cour versent leur contribution dans les deux mois qui suivent la demande faite par le Greffier.

7. L'année de l'entrée en vigueur de la Convention, les Etats parties à la Convention versent leur contribution au budget dans les deux mois qui suivent la date du dépôt du douzième instrument de ratification de la Convention. A titre préliminaire, ce budget est fixé à 250 000 francs suisses.

Article 4

Dépenses, paiements et budget révisé

1. Le budget adopté autorise le Greffier, sous la responsabilité du Bureau de la Cour, à engager les dépenses et à effectuer les paiements, à concurrence des montants adoptés et aux fins approuvées.

2. Le Greffier est habilité, sous la responsabilité du Bureau de la Cour, à procéder à des transferts entre chapitres et articles du budget, à concurrence de 15 % du montant de ceux-ci. Tous ces transferts doivent être signalés par le Greffier dans l'état financier mentionné à l'article 9 du présent Protocole.

3. Les obligations non exécutées à la fin d'un exercice sont reportées sur l'exercice suivant.

4. Si les circonstances l'y obligent, et après un examen attentif des ressources disponibles en vue de dégager des économies, le Greffier est autorisé à soumettre à l'adoption des représentants des Etats parties à la Convention un budget révisé, lequel peut comporter des demandes de dotations supplémentaires.

5. Tout excédent au titre d'un exercice donné est déduit des contributions fixées pour l'exercice suivant celui au cours duquel les comptes ont été approuvés par les représentants des Etats parties à la Convention. Tout déficit est imputé sur l'exercice suivant, sauf si les représentants des Etats parties à la Convention décident d'exiger des contributions supplémentaires.

Article 5
Fonds de roulement

Un fonds de roulement peut être créé si les Etats parties à la Convention l'estiment nécessaire. Il est alimenté par les Etats parties à la Convention.

Article 6
Indemnités et allocations forfaitaires

1. Les membres du Bureau de la Cour, des commissions de conciliation et des tribunaux arbitraux reçoivent une indemnité journalière pour chaque jour où ils exercent leurs fonctions.

2. Les membres du Bureau de la Cour reçoivent en outre une allocation annuelle forfaitaire.

3. L'indemnité journalière et l'allocation annuelle forfaitaire sont arrêtées par les représentants des Etats parties à la Convention.

Article 7
Traitements, sécurité sociale et pensions

1. Le Greffier et tout autre membre du personnel du Greffe désigné conformément à l'article 9 de la Convention perçoivent un traitement arrêté par les représentants des Etats parties à la Convention.

2. Le personnel du Greffe demeure limité au strict minimum nécessaire pour assurer le fonctionnement de la Cour.

3. Les représentants des Etats parties à la Convention veillent à ce que le Greffier et le personnel du Greffe bénéficient d'un régime de sécurité sociale et d'une pension de retraite appropriés.

Article 8
Frais de mission

1. Les frais occasionnés par des missions strictement indispensables à l'exercice de leurs fonctions sont remboursés aux membres du Bureau de la Cour, des commissions de conciliation et des tribunaux arbitraux ainsi qu'au Greffier et au personnel du Greffe.

2. Les frais occasionnés par des missions comprennent les frais effectifs de transport, y compris les faux frais normalement liés au transport, ainsi qu'une indemnité journalière de mission pour couvrir toutes les dépenses relatives aux repas, au logement, aux gratifications et pourboires, ainsi que les autres frais personnels. L'indemnité journalière de mission est arrêtée par les représentants des Etats parties à la Convention.

Article 9
Comptabilité

1. Sous l'autorité du Bureau de la Cour, le Greffier s'assure qu'une comptabilité appropriée de toutes les transactions est tenue et que tous les paiements sont dûment autorisés.

2. Sous l'autorité du Bureau de la Cour, le Greffier soumet aux Etats parties à la Convention, au plus tard le 1er mars, un état financier annuel faisant apparaître, pour l'exercice précédent :

a) les recettes et les dépenses afférentes à tous les comptes;

b) la situation en matière de crédits budgétaires;

c) l'actif et le passif financiers en fin d'exercice.

Article 10
Vérification des comptes

1. Les comptes de la Cour sont vérifiés par deux commissaires aux comptes, de nationalité différente, désignés pour des périodes de trois ans renouvelables par les représentants des Etats parties à la Convention.

Les personnes qui figurent ou ont figuré sur les listes de conciliateurs ou d'arbitres ou qui ont perçu de la Cour une rémunération au titre de l'article 7 du présent Protocole ne peuvent être commissaires aux comptes.

2. Les commissaires aux comptes procèdent annuellement à la vérification des comptes. Ils vérifient notamment la bonne tenue des livres, l'état de l'actif et du passif, ainsi que les comptes. Les comptes sont disponibles, au plus tard le 1er mars, aux fins de vérification annuelle et d'inspection.

3. Les commissaires aux comptes procèdent à toute vérification qu'ils estiment nécessaire afin de certifier :

a) que l'état financier annuel qui leur est soumis est véridique et conforme aux livres et registres de la Cour;

b) que les transactions financières figurant à cet état ont été effectuées conformément aux règles pertinentes, aux dispositions budgétaires et aux autres directives applicables; et

c) que les fonds en dépôt et en liquide ont été contrôlés d'après les certificats émanant directement des dépositaires ou par décompte effectif.

4. Le Greffier accorde aux commissaires aux comptes l'assistance et les moyens nécessaires à l'exercice de leurs fonctions. Les commissaires ont notamment accès aux livres de comptes, registres et documents qui, à leur avis, sont nécessaires à la vérification.

5. Les commissaires aux comptes établissent un rapport annuel certifiant les comptes et exposant les commentaires auxquels la vérification donne lieu. Ils peuvent également, à cette occasion, émettre les observations qu'ils jugent nécessaires sur l'efficacité des procédures financières, le système comptable et le contrôle financier interne.

6. Le rapport est soumis aux représentants des Etats parties à la Convention dans un délai maximal de quatre mois après la fin de l'exercice budgétaire auquel les comptes se rapportent. Il est transmis préalablement au Greffier afin que celui-ci dispose d'au moins quinze jours pour fournir les explications et justifications qu'il peut estimer nécessaires.

7. Outre la vérification annuelle des comptes, les commissaires ont accès à tout moment, pour les vérifier, aux livres, à l'état de l'actif et du passif et aux comptes.

8. Sur la base du rapport de vérification, les représentants des Etats parties à la Convention approuvent l'état financier annuel ou adoptent toute autre mesure appropriée.

Article 11
Compte de versement spécial

1. Un compte de versement spécial peut être créé par les Etats parties à la Convention, dans le but d'alléger les frais de procédure des Etats parties aux différends soumis à la Cour qui éprouvent des difficultés à s'en acquitter. Il est alimenté par les contributions volontaires des Etats parties à la Convention.

2. Un Etat partie à un différend soumis à la Cour qui souhaite bénéficier d'une allocation du compte de versement spécial soumet une demande en ce sens au Greffier, en l'accompagnant d'un état prévisionnel détaillé de ses frais de procédure.

Le Bureau de la Cour examine cette demande et adresse une recommandation aux représentants des Etats parties à la Convention, lesquels décident s'il convient d'accéder à la demande et dans quelle mesure.

A l'issue de l'examen de l'affaire, l'Etat qui a bénéficié d'une allocation du compte de versement spécial adresse au Greffier, pour examen par le Bureau, un état détaillé des frais de procédure qu'il a effectivement engagés et procède, le cas échéant, au remboursement des sommes excédant les frais effectifs.

Article 12
Mode de décision

Toutes les décisions des Etats parties à la Convention ou de leurs représentants dans le cadre du présent Protocole sont prises par consensus.

Article 13
Amendements

Les amendements au présent Protocole sont adoptés conformément aux dispositions de l'article 35 de la Convention. Le Bureau de la Cour peut donner son avis sur les amendements proposés au Secrétariat de la CSCE, aux fins de transmission aux Etats participant à la CSCE.

Le présent Protocole, établi en langues allemande, anglaise, espagnole, française, italienne et russe, les textes dans les six langues faisant également foi, et adopté par le Comité des hauts fonctionnaires à Prague, le 28 avril 1993 conformément à l'article 13 de la Convention relative à la conciliation et à l'arbitrage au sein de la CSCE, est déposé auprès du Gouvernement de la Suède.

ΣΥΜΒΑΣΗ ΠΕΡΙ ΣΥΝΔΙΑΛΛΑΓΗΣ ΚΑΙ ΔΙΑΙΤΗΣΙΑΣ ΕΝΤΟΣ ΤΗΣ Δ.Α.Σ.Ε.

Τα Κράτη - μέρη στην παρούσα Σύμβαση, ως Κράτη συμμετέχοντα στη Διάσκεψη για την Ασφάλεια και τη Συνεργασία στην Ευρώπη,

ΕΧΟΝΤΑΣ ΣΥΝΕΙΔΗΣΗ της υποχρέωσής τους, όπως αυτή ορίζεται στο άρθρο 2 παρ. 3 και στο άρθρο 33 του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών, να επιλύουν τις διαφορές τους ειρηνικά·

ΤΟΝΙΖΟΝΤΑΣ ΙΔΙΑΙΤΕΡΑ ότι κατ' ουδένα τρόπο προτίθενται να παρεμποδίσουν τη λειτουργία άλλων υφιστάμενων θεσμών ή μηχανισμών συμπεριλαμβανομένων του Διεθνούς Δικαστηρίου, του Ευρωπαϊκού Δικαστηρίου Ανθρωπίνων Δικαιωμάτων, του Δικαστηρίου των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων και του Διαρκούς Διαιτητικού Δικαστηρίου·

ΕΠΑΝΑΒΕΒΑΙΩΝΟΝΤΑΣ την επίσημη δέσμευσή τους να επιλύουν τις διαφορές τους με ειρηνικά μέσα και την απόφασή τους να αναπτύξουν μηχανισμούς για την επίλυση των διαφορών μεταξύ των συμμετεχόντων Κρατών·

ΕΝΘΥΜΟΥΜΕΝΑ ότι η πλήρης εφαρμογή όλων των αρχών και των υποχρεώσεων της Δ.Α.Σ.Ε. αποτελεί καθ' εαυτή ουσιώδες στοιχείο για την πρόληψη διαφορών μεταξύ των συμμετεχόντων στη Δ.Α.Σ.Ε. Κρατών·

ΕΝΔΙΑΦΕΡΟΜΕΝΑ να επεκτείνουν και να ενδυναμώσουν τις υποχρεώσεις που αναφέρονται ειδικότερα στην Έκθεση της Συνάντησης των Εμπειρογνωμόνων για την Ειρηνική Επίλυση των Διαφορών, που υιοθετήθηκε στη Βαλέττα και έγινε αποδεκτή από το Συμβούλιο Υπουργών Εξωτερικών της Δ.Α.Σ.Ε. στη συνάντηση που είχαν στο Βερολίνο στις 19 και 20 Ιουνίου 1991,

ΑΠΟΦΑΣΙΣΑΝ ΤΑ ΑΚΟΛΟΥΘΑ:

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Ι - ΓΕΝΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 1
Ίδρυση του Δικαστηρίου

Ιδρύεται Δικαστήριο Συνδιαλλαγής και Διαιτησίας, το οποίο θα επιλύει, δια της συνδιαλλαγής και όπου χρειάζεται δια της διαιτησίας, διαφορές που υποβάλλονται σε αυτό σύμφωνα με τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης.

Άρθρο 2
Επιτροπές Συνδιαλλαγής και Διαιτητικά Δικαστήρια

1. Της συνδιαλλαγής επιλαμβάνεται Επιτροπή Συνδιαλλαγής, που συγκροτείται για κάθε διαφορά. Η Επιτροπή αποτελείται από συνδιαλλάκτες, που ορίζονται από κατάλογο που καταρτίζεται σύμφωνα με τις διατάξεις του Άρθρου 3.

2. Της διαιτησίας επιλαμβάνεται Διαιτητικό Δικαστήριο, που συγκροτείται για κάθε διαφορά.

Το Δικαστήριο αποτελείται από διαιτητές, που ορίζονται από κατάλογο που καταρτίζεται σύμφωνα με τις διατάξεις του Άρθρου 4.

3. Αμφότεροι, οι συνδιαλλάκτες και οι διαιτητές, αποτελούν το Δικαστήριο Συνδιαλλαγής και Διαιτησίας εντός της Δ.Α.Σ.Ε., εφεξής αποκαλούμενο "το Δικαστήριο".

Άρθρο 3
Διορισμός συνδιαλλακτών

1. Κάθε Κράτος - μέρος στην παρούσα Σύμβαση διορίζει, εντός δύο μηνών μετά τη θέση σε ισχύ αυτής, δύο συνδιαλλάκτες, εκ των οποίων τουλάχιστον ο ένας είναι υπήκοος του Κράτους αυτού. Ο άλλος μπορεί να είναι υπήκοος άλλου συμμετέχοντος στη Δ.Α.Σ.Ε. Κράτους. Κράτος το οποίο γίνεται μέρος στην παρούσα Σύμβαση μετά τη θέση σε ισχύ αυτής, διορίζει τους συνδιαλλάκτες του εντός δύο μηνών μετά τη θέση σε ισχύ της παρούσας Σύμβασης για το εν λόγω Κράτος.

2. Οι συνδιαλλάκτες πρέπει να είναι πρόσωπα που κατέχουν ή κατείχαν ανώτερη κρατική ή διεθνή θέση και να έχουν αναγνωρισμένα προσόντα στον τομέα του διεθνούς δικαίου, των διεθνών σχέσεων ή της επίλυσης διαφορών.

3. Οι συνδιαλλάκτες διορίζονται για χρονικό διάστημα που ανανεώνεται ανά εξαετία. Το διορίζον Κράτος δεν μπορεί να τους παύσει από τα καθήκοντά τους κατά τη διάρκεια της θητείας τους.

Σε περίπτωση θανάτου, παραίτησης ή αδυναμίας να παρίστανται, που αναγνωρίζεται από το Γραφείο, το ενδιαφερόμενο Κράτος διορίζει νέο συνδιαλλάκτη· η θητεία του νέου συνδιαλλάκτη θα διαρκεί για το υπόλοιπο της θητείας του προκατόχου.

4. Μετά τη λήξη της θητείας τους, οι συνδιαλλάκτες συνεχίζουν να κρίνουν υποθέσεις των οποίων είχαν ήδη επιληφθεί.

5. Τα ονόματα των συνδιαλλακτών γνωστοποιούνται στο Γραμματέα, ο οποίος τα καταχωρεί σε κατάλογο, ο οποίος κοινοποιείται στη Γραμματεία της Δ.Α.Σ.Ε. για διαβίβαση στα συμμετέχοντα στη Δ.Α.Σ.Ε. Κράτη.

Άρθρο 4
Διορισμός διαιτητών

1. Κάθε Κράτος - μέρος στην παρούσα Σύμβαση διορίζει, εντός δύο μηνών μετά τη θέση σε ισχύ αυτής, ένα διαιτητή και έναν αναπληρωτή, που μπορεί να είναι υπήκοοί του ή υπήκοοι οποιουδήποτε άλλου συμμετέχοντος στη Δ.Α.Σ.Ε. Κράτους.

Κράτος που γίνεται μέρος στην παρούσα Σύμβαση, μετά τη θέση σε ισχύ αυτής, διορίζει το διαιτητή του και τον αναπληρωτή αυτού εντός δύο μηνών μετά τη θέση σε ισχύ της παρούσας Σύμβασης για το εν λόγω Κράτος.

2. Οι διαιτητές και οι αναπληρωτές αυτών πρέπει να κατέχουν τα προσόντα που απαιτούνται στις οικείες χώρες τους για διορισμό στις ανώτατες δικαστικές θέσεις ή πρέπει να είναι νομικοί σύμβουλοι αναγνωρισμένου κύρους στον τομέα του διεθνούς δικαίου.

3. Οι διαιτητές και οι αναπληρωτές αυτών διορίζονται για μία εξαετία, άπαξ ανανεώσιμη. Το διορίζον Κράτος δεν μπορεί να τους παύσει από τα καθήκοντά τους κατά τη διάρκεια της θητείας τους.

Σε περίπτωση θανάτου, παραίτησης ή αδυναμίας να παρίστανται, που αναγνωρίζεται από το Γραφείο, ο διαιτητής αντικαθίσταται από τον/την αναπληρωτή αυτού.

4. Εάν ο διαιτητής και ο/η αναπληρωτής αυτού αποβιώσουν, παραιτηθούν ή αδυνατούν να παρίστανται, του γεγονότος αναγνωριζομένου από το Γραφείο, γίνονται νέοι διορισμοί σύμφωνα με την παράγραφο 1. Ο νέος διαιτητής και ο/η αναπληρωτής αυτού συμπλη-

ρώνει τη θητεία του προκατόχου του.

5. Οι Κανονισμοί του Δικαστηρίου μπορεί να προβλέπουν μερική ανανέωση της θητείας των διαιτητών και των αναπληρωτών τους.

6. Μετά τη λήξη της θητείας τους, οι διαιτητές συνεχίζουν να κρίνουν υποθέσεις των οποίων είχαν ήδη επιληφθεί.

7. Τα ονόματα των διαιτητών γνωστοποιούνται στο Γραμματέα, ο οποίος τα καταχωρεί σε κατάλογο, ο οποίος κοινοποιείται στη Γραμματεία της Δ.Α.Σ.Ε. προς διαβίβαση στα συμμετέχοντα στη Δ.Α.Σ.Ε. Κράτη.

Άρθρο 5
Ανεξαρτησία των Μελών του Δικαστηρίου και του Γραμματέα

Οι συνδιαλλάκτες, οι διαιτητές και ο Γραμματέας ασκούν τα καθήκοντά τους με πλήρη ανεξαρτησία. Πριν αναλάβουν αυτά, δηλώνουν ότι θα ασκούν τις αρμοδιότητές τους αμερόληπτα και ευσυνείδητα.

Άρθρο 6
Προνόμια και ασυλίες

Οι συνδιαλλάκτες, οι διαιτητές, ο Γραμματέας και οι πράκτορες και σύμβουλοι των διαδίκων απολαύουν, κατά την άσκηση των καθηκόντων τους στο έδαφος των Κρατών - μελών στην παρούσα Σύμβαση, τα προνόμια και τις ασυλίες που χορηγούνται στα πρόσωπα που έχουν σχέση με το Διεθνές Δικαστήριο.

Άρθρο 7
Γραφείο του Δικαστηρίου

1. Το Γραφείο του Δικαστηρίου αποτελείται από έναν Πρόεδρο, έναν Αντιπρόεδρο και τρία άλλα μέλη.

2. Ο Πρόεδρος του Δικαστηρίου εκλέγεται από τα μέλη του Δικαστηρίου από το σύνολο αυτών. Ο Πρόεδρος προεδρεύει του Γραφείου.

3. Οι συνδιαλλάκτες και οι διαιτητές εκλέγουν καθένας από το σύνολό τους δύο μέλη του Γραφείου και τους αναπληρωτές αυτών.

4. Το Γραφείο εκλέγει τον Αντιπρόεδρο αυτού μεταξύ των μελών του.

Ο Αντιπρόεδρος είναι συνδιαλλάκτης, αν ο Πρόεδρος είναι διαιτητής, και διαιτητής, αν ο Πρόεδρος είναι συνδιαλλάκτης.

5. Οι Κανονισμοί του Δικαστηρίου ορίζουν τη διαδικασία για την εκλογή του Προέδρου, καθώς επίσης και των άλλων μελών του Γραφείου και των αναπληρωτών τους.

Άρθρο 8
Διαδικασία λήψης αποφάσεων

1. Οι αποφάσεις του Δικαστηρίου λαμβάνονται κατά πλειοψηφία των μελών που μετέχουν στην ψηφοφορία.

Οι απέχοντες δεν θεωρούνται μετέχοντες στην ψηφοφορία.

2. Οι αποφάσεις του Γραφείου λαμβάνονται κατά πλειοψηφία των μελών του.

3. Οι αποφάσεις των Επιτροπών Συνδιαλλαγής και των Διαιτητικών Δικαστηρίων λαμβάνονται κατά πλειοψηφία των μελών τους, τα οποία δεν μπορούν να απέχουν της ψηφοφορίας.

4. Σε περίπτωση ισοψηφίας υπερισχύει η ψήφος του προεδρεύοντος.

Άρθρο 9
Γραμματέας

Το Δικαστήριο διορίζει το Γραμματέα του και μπορεί να προβλέπει το διορισμό άλλων υπαλλήλων, εφόσον είναι απαραίτητοι. Οι κανονισμοί που διέπουν το προσωπικό της Γραμματείας ορίζονται από το Γραφείο και υιοθετούνται από τα Κράτη - μέρη στην παρούσα Σύμβαση.

Άρθρο 10
Έδρα

1. Η έδρα του Δικαστηρίου ευρίσκεται στη Γενεύη.

2. Μετά από αίτηση των διαδίκων και κατόπιν συμφωνίας με το Γραφείο, μία Επιτροπή Συνδιαλλαγής ή ένα Διαιτητικό Δικαστήριο μπορεί να συνέλθει σε άλλη περιοχή.

Άρθρο 11
Κανονισμοί του Δικαστηρίου

1. Το Δικαστήριο υιοθετεί τους δικούς του Κανονισμούς, οι οποίοι υπόκεινται σε έγκριση από τα Κράτη-μέρη στην παρούσα Σύμβαση.

2. Οι Κανονισμοί του Δικαστηρίου καθορίζουν, ειδικότερα, τη διαδικασία που θα ακολουθείται από τις Επιτροπές Συνδιαλλαγής και τα Διαιτητικά Δικαστήρια που συγκροτούνται σύμφωνα με την παρούσα Σύμβαση. Ορίζουν ποιοι από τους εν λόγω Κανονισμούς δεν μπορούν να αρθούν, κατόπιν συμφωνίας μεταξύ των διαδίκων.

Άρθρο 12
Γλώσσες εργασίας

Οι Κανονισμοί του Δικαστηρίου ορίζουν κανόνες ως προς τη χρήση γλωσσών.

Άρθρο 13
Χρηματοδοτικό Πρωτόκολλο

Με την επιφύλαξη των διατάξεων του Άρθρου 17, όλες οι δαπάνες του Δικαστηρίου καλύπτονται από τα Κράτη - μέρη στην παρούσα Σύμβαση.

Οι διατάξεις για τον υπολογισμό των δαπανών, την κατάρτιση και την έγκριση του ετήσιου προϋπολογισμού του Δικαστηρίου, την κατανομή των δαπανών μεταξύ των Κρατών - μερών στην παρούσα Σύμβαση, το λογιστικό έλεγχο του Δικαστηρίου και συναφή θέματα, περιέχονται σε Χρηματοδοτικό Πρωτόκολλο που υιοθετείται από την Επιτροπή Ανωτέρων Αξιωματούχων. Ένα Κράτος δεσμεύεται από το Πρωτόκολλο μόλις γίνει μέρος στην παρούσα Σύμβαση.

Άρθρο 14
Περιοδική έκθεση

Το Γραφείο υποβάλλει ετησίως στο Συμβούλιο της Δ.Α.Σ.Ε., μέσω της Επιτροπής Ανωτέρων Αξιωματούχων, έκθεση δραστηριοτήτων, σύμφωνα με την παρούσα Σύμβαση.

Άρθρο 15
Γνωστοποίηση αιτήσεων συνδιαλλαγής ή διαιτησίας

Ο Γραμματέας του Δικαστηρίου γνωστοποιεί στη Γραμματεία της Δ.Α.Σ.Ε. όλες τις αιτήσεις για συνδιαλ-

λαγή ή διαιτησία, για άμεση διαβίβαση προς τα συμμετέχοντα στη Δ.Α.Σ.Ε. Κράτη.

Άρθρο 16
Συμπεριφορά των Μερών - Προσωρινά μέτρα

1. Κατά τη διάρκεια της διαδικασίας, οι διάδικοι απέχουν από κάθε ενέργεια που μπορεί να επιδεινώσει την κατάσταση ή να παρακωλύσει περαιτέρω ή να αποτρέψει την επίλυση της διαφοράς.

2. Η Επιτροπή Συνδιαλλαγής μπορεί να επιστήσει την προσοχή των μερών στη διαφορά η οποία της έχει υποβληθεί, στα μέτρα που θα μπορούσαν να λάβουν αυτά, ώστε να αποτραπεί η επιδείνωση της διαφοράς ή η δυσχέρανση της επίλυσής της.

3. Το Διαιτητικό Δικαστήριο που συστάθηκε για την επίλυση διαφοράς μπορεί να υποδείξει τα προσωρινά μέτρα που θα πρέπει να λάβουν οι διάδικοι, σύμφωνα με τις διατάξεις του Άρθρου 26 παρ. 4.

Άρθρο 17
Δικαστικά έξοδα

Οι διάδικοι, καθώς και οποιοδήποτε παρεμβαίνον μέρος επιβαρύνεται με τα δικά του έξοδα.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ II - ΑΡΜΟΔΙΟΤΗΤΕΣ

Άρθρο 18
Αρμοδιότητα της Επιτροπής και του Δικαστηρίου

1. Οποιοδήποτε Κράτος - μέρος στην παρούσα Σύμβαση μπορεί να υποβάλει σε Επιτροπή Συνδιαλλαγής οποιαδήποτε διαφορά με άλλο Κράτος - μέρος, η οποία δεν έχει επιλυθεί μέσα σε εύλογο χρονικό διάστημα με διαπραγματεύσεις.

2. Διαφορές μπορεί να υποβληθούν σε Διαιτητικό Δικαστήριο, σύμφωνα με τις προϋποθέσεις που ορίζονται στο Άρθρο 26.

Άρθρο 19
Διαφύλαξη υφιστάμενων μεθόδων επίλυσης

1. Μια Επιτροπή Συνδιαλλαγής ή ένα Διαιτητικό Δικαστήριο, που συστάθηκε για την επίλυση διαφοράς, δεν θα δίνει συνέχεια στην υπόθεση:

α) Εάν, πριν την υποβολή της στην Επιτροπή ή το Δικαστήριο, η διαφορά έχει υποβληθεί σε δικαστήριο του οποίου τη δικαιοδοσία, όσον αφορά τη διαφορά, οι διάδικοι έχουν νομική υποχρέωση να αποδεχθούν ή εάν το δικαστήριο έχει ήδη εκδώσει απόφαση επί της ουσίας της διαφοράς.

β) Εάν οι διάδικοι έχουν αποδεχθεί εκ των προτέρων την αποκλειστική δικαιοδοσία ενός δικαιοδοτικού οργάνου, πλην του Δικαστηρίου, σύμφωνα με την παρούσα Σύμβαση, το οποίο έχει δικαιοδοσία να εκδίδει απόφαση δεσμευτικής ισχύος ως προς τη διαφορά που υποβάλλεται σε αυτό ή εάν οι διάδικοι έχουν συμφωνήσει να επιδιώξουν επίλυση της διαφοράς αποκλειστικά δι' άλλων μέσων.

2. Επιτροπή Συνδιαλλαγής που συνιστάται για την επίλυση διαφοράς δεν δίνει περαιτέρω συνέχεια, εάν, ακόμα και μετά την υποβολή της διαφοράς σε αυτήν, ένα ή όλα τα μέρη παραπέμψουν τη διαφορά σε δικαστήριο του οποίου τη δικαιοδοσία, όσον αφορά τη διαφορά, οι διάδικοι έχουν νομική υποχρέωση να αποδεχθούν.

3. Μια Επιτροπή Συνδιαλλαγής αναβάλλει την εξέταση διαφοράς, εάν η διαφορά έχει υποβληθεί σε άλλο όργανο, το οποίο έχει αρμοδιότητα να διατυπώνει προτάσεις ως προς αυτή. Αν αυτές οι προηγούμενες προσπάθειες δεν καταλήξουν σε επίλυση της διαφοράς, η Επιτροπή αρχίζει εκ νέου τις εργασίες της, μετά από αίτηση των διαδίκων ή ενός διαδίκου, με την επιφύλαξη των διατάξεων του Άρθρου 26 παρ. 1.

4. Ένα Κράτος μπορεί, κατά το χρόνο υπογραφής, επικύρωσης ή προσχώρησης στην παρούσα Σύμβαση, να διατυπώσει επιφύλαξη, ούτως ώστε να διασφαλίσει τη συμβατότητα του μηχανισμού επίλυσης διαφορών που καθιερώνεται με την παρούσα Σύμβαση με άλλα μέσα επίλυσης διαφορών, που απορρέουν από διεθνείς υποχρεώσεις που έχει αναλάβει στο Κράτος αυτό.

5. Εάν, οποιαδήποτε στιγμή, οι διάδικοι καταλήξουν σε επίλυση της διαφοράς τους, η Επιτροπή ή το Δικαστήριο διαγράφουν τη διαφορά από τον κατάλογό της/του, ευθύς μόλις λάβουν γραπτή επιβεβαίωση από όλους τους διαδίκους ότι έχουν καταλήξει σε επίλυση της διαφοράς.

6. Σε περίπτωση διαφωνίας μεταξύ των διαδίκων, όσον αφορά την αρμοδιότητα της Επιτροπής ή του Δικαστηρίου, η απόφαση επί του θέματος ανήκει στην Επιτροπή ή στο Δικαστήριο.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ III - ΣΥΝΔΙΑΛΛΑΓΗ

Άρθρο 20
Αίτηση για σύσταση Επιτροπής Συνδιαλλαγής

1. Οποιοδήποτε Κράτος - μέρος στην παρούσα Σύμβαση μπορεί να καταθέσει αίτηση στο Γραμματέα ζητώντας τη σύσταση Επιτροπής Συνδιαλλαγής για διαφορά μεταξύ αυτού και ενός άλλου ή περισσότερων Κρατών - μερών. Δύο ή περισσότερα Κράτη - μέρη μπορούν επίσης από κοινού να καταθέσουν αίτηση στο Γραμματέα.

2. Η σύσταση Επιτροπής Συνδιαλλαγής μπορεί επίσης να ζητηθεί κατόπιν συμφωνίας δύο ή περισσότερων Κρατών - μερών ή μεταξύ ενός ή περισσότερων Κρατών - μερών και ενός ή περισσότερων άλλων συμμετεχόντων στη Δ.Α.Σ.Ε. Κρατών. Η συμφωνία κοινοποιείται στο Γραμματέα.

Άρθρο 21
Σύσταση της Επιτροπής Συνδιαλλαγής

1. Κάθε διάδικος διορίζει, από τον κατάλογο συνδιαλλακτών που καταρτίζεται σύμφωνα με το Άρθρο 3, ένα συνδιαλλάκτη που μετέχει στην Επιτροπή.

2. Όταν περισσότερα από δύο Κράτη είναι διάδικοι στην ίδια διαφορά, τα Κράτη που διεκδικούν παρόμοια συμφέροντα μπορούν να συμφωνήσουν να διορίσουν ένα συνδιαλλάκτη από κοινού. Εάν δεν συμφωνήσουν επ' αυτού, κάθε διάδικος διορίζει τον ίδιο αριθμό συνδιαλλακτών με ανώτατο όριο αποφασιζόμενο από το Γραφείο.

3. Οποιοδήποτε Κράτος - μέρος σε διαφορά, η οποία υποβάλλεται σε Επιτροπή Συνδιαλλαγής, και που δεν είναι μέρος στην παρούσα Σύμβαση, μπορεί να διορίσει πρόσωπο για να μετέχει στην Επιτροπή, είτε από τον κατάλογο συνδιαλλακτών που καταρτίζεται σύμφωνα με

το Άρθρο 3 ή μεταξύ άλλων προσώπων που είναι υπήκοοι ενός συμμετέχοντος στη Δ.Α.Σ.Ε. Κράτους. Σε αυτή την περίπτωση, για το σκοπό εξέτασης της διαφοράς, τα πρόσωπα αυτά έχουν τα ίδια δικαιώματα και τις ίδιες υποχρεώσεις όπως τα άλλα μέλη της Επιτροπής. Ασκούν τα καθήκοντά τους με πλήρη ανεξαρτησία και κάνουν τη δήλωση που απαιτείται από το Άρθρο 5, πριν αναλάβουν τη θέση τους στην Επιτροπή.

4. Ευθύς μόλις παραληφθεί η αίτηση ή η συμφωνία, με την οποία οι διάδικοι έχουν ζητήσει τη σύσταση Επιτροπής Συνδιαλλαγής, ο Πρόεδρος του Δικαστηρίου ενημερώνει τους διάδικους ως προς τη σύνθεση του υπόλοιπου της Επιτροπής.

5. Το Γραφείο διορίζει τρεις επιπλέον συνδιαλλάκτες στην Επιτροπή.

Ο αριθμός τους μπορεί να αυξηθεί ή να μειωθεί από το Γραφείο, εφόσον είναι μονός. Μέλη του Γραφείου και οι αναπληρωτές τους, οι οποίοι είναι στον κατάλογο των συνδιαλλακτών, μπορούν να διορισθούν στην Επιτροπή.

6. Η Επιτροπή εκλέγει τον Πρόεδρό της μεταξύ των μελών που διορίζονται από το Γραφείο.

7. Οι Κανονισμοί του Δικαστηρίου ορίζουν τις εφαρμοστέες διαδικασίες, εάν εγερθεί αντίρρηση ως προς ένα από τα μέλη που έχουν διορισθεί στην Επιτροπή ή εάν το μέλος αυτό αδυνατεί ή αρνείται να παρευρεθεί στην έναρξη ή στη διάρκεια της διαδικασίας.

8. Οποιαδήποτε ερώτηση ως προς την εφαρμογή του παρόντος Άρθρου αποφασίζεται από το Γραφείο ως προκαταρκτικό θέμα.

Άρθρο 22

Διαδικασία για τη σύσταση Επιτροπής Συνδιαλλαγής

1. Εάν η σύσταση Επιτροπής Συνδιαλλαγής ζητηθεί κατόπιν αιτήσεως, στην αίτηση πρέπει να αναφέρεται το αντικείμενο της διαφοράς, το όνομα του μέρους ή των μερών κατά των οποίων απευθύνεται η αίτηση και το όνομα του ή των συνδιαλλακτών που έχουν διοριστεί από τον ή τους αιτούντες διαδίκους. Στην αίτηση αναγράφονται εν συντομία τα μέσα επίλυσης που χρησιμοποιήθηκαν προηγουμένως.

2. Ευθύς μόλις παραληφθεί η αίτηση, ο Γραμματέας ειδοποιεί τον ή τους άλλους διαδίκους που μνημονεύονται σε αυτήν. Εντός δεκαπέντε (15) ημερών από την ειδοποίηση, ο άλλος ή οι άλλοι διάδικοι διορίζουν τον ή τους συνδιαλλάκτες της επιλογής τους στην Επιτροπή. Εάν, εντός αυτού του χρονικού διαστήματος, ένας ή περισσότεροι διάδικοι δεν έχουν διορίσει το μέλος ή τα μέλη της Επιτροπής, τα οποία δικαιούνται να διορίσουν, το Γραφείο διορίζει τον απαραίτητο αριθμό συνδιαλλακτών. Ο διορισμός αυτός γίνεται μεταξύ των συνδιαλλακτών που διορίζονται σύμφωνα με το Άρθρο 3 από το διάδικο ή από καθέναν από τους εμπλεκόμενους διαδίκους ή εάν οι εν λόγω διάδικοι δεν έχουν ακόμη διορίσει συνδιαλλάκτες, μεταξύ των άλλων συνδιαλλακτών που δεν έχουν διορισθεί από τον άλλο ή τους άλλους διαδίκους.

3. Εάν η σύσταση Επιτροπής Συνδιαλλαγής ζητηθεί με συμφωνία, η συμφωνία αναφέρει το αντικείμενο της διαφοράς. Εάν δεν υπάρχει συμφωνία, εν όλω ή εν μέρει, σχετικά με το αντικείμενο της διαφοράς, ο κάθε διάδικος μπορεί να διατυπώσει τη δική του άποψη ως προς το αντικείμενο.

4. Κατά τον ίδιο χρόνο που οι διάδικοι ζητούν με συμφωνία τη σύσταση Επιτροπής Συνδιαλλαγής, κάθε διάδικος γνωστοποιεί στο Γραμματέα το όνομά του ή των συνδιαλλακτών που έχει διορίσει στην Επιτροπή.

Άρθρο 23

Διαδικασία συνδιαλλαγής

1. Η διαδικασία της συνδιαλλαγής είναι εμπιστευτική και όλοι οι διάδικοι έχουν δικαίωμα ακρόασης. Με την επιφύλαξη των διατάξεων των Άρθρων 10 και 11 και των Κανονισμών του Δικαστηρίου, η Επιτροπή Συνδιαλλαγής, κατόπιν συνεννοήσεως με τους διαδίκους, καθορίζει τη διαδικασία.

2. Εφόσον συμφωνήσουν οι διάδικοι, η Επιτροπή Συνδιαλλαγής μπορεί να καλέσει οποιοδήποτε Κράτος-μέρος στην παρούσα Σύμβαση, το οποίο έχει συμφέρον στην επίλυση της διαφοράς, να συμμετάσχει στη διαδικασία.

Άρθρο 24

Αντικείμενο συνδιαλλαγής

Η Επιτροπή Συνδιαλλαγής βοηθεί τους διαδίκους στην εξεύρεση επίλυσης, η οποία είναι σύμφωνη με το διεθνές δίκαιο και τις υποχρεώσεις που απορρέουν από τη Δ.Α.Σ.Ε..

Άρθρο 25

Αποτέλεσμα της συνδιαλλαγής

1. Εάν, κατά τη διαδικασία, οι διάδικοι, με τη βοήθεια της Επιτροπής Συνδιαλλαγής, καταλήξουν σε αμοιβαία αποδεκτή επίλυση, καταγράφουν τους όρους της εν λόγω επίλυσης σε περιληπτικά συμπεράσματα, που υπογράφονται από τους αντιπροσώπους τους και από τα μέλη της Επιτροπής. Η υπογραφή του εγγράφου ολοκληρώνει τη διαδικασία.

Το Συμβούλιο της Δ.Α.Σ.Ε. πληροφορείται, μέσω της Επιτροπής Ανωτέρων Αξιωματούχων, την επιτυχία της συνδιαλλαγής.

2. Όταν η Επιτροπή Συνδιαλλαγής θεωρήσει ότι όλες οι πτυχές της διαφοράς και όλες οι δυνατότητες εξεύρεσης επίλυσης έχουν διερευνηθεί, συντάσσει τελική έκθεση. Η έκθεση περιλαμβάνει τις προτάσεις της Επιτροπής για την ειρηνική επίλυση της διαφοράς.

3. Η έκθεση της Επιτροπής Συνδιαλλαγής γνωστοποιείται στους διαδίκους, οι οποίοι έχουν στη διάθεσή τους τριάντα ημέρες, προκειμένου να την μελετήσουν και να ενημερώσουν τον Πρόεδρο της Επιτροπής εάν είναι πρόθυμοι να δεχθούν την προκειμένη επίλυση.

4. Εάν ένας διάδικος δεν αποδεχθεί την προτεινόμενη επίλυση, ο άλλος ή οι άλλοι διάδικοι δεν δεσμεύονται περαιτέρω από τη δική τους αποδοχή αυτής της επίλυσης.

5. Εάν, εντός του χρονικού διαστήματος που ορίζεται στην παράγραφο 3, οι διάδικοι δεν αποδεχθούν την προτεινόμενη επίλυση, η έκθεση διαβιβάζεται, μέσω της Επιτροπής Ανωτέρων Αξιωματούχων, στο Συμβούλιο της Δ.Α.Σ.Ε..

6. Συντάσσεται επίσης έκθεση που προβλέπει άμεση γνωστοποίηση στο Συμβούλιο της Δ.Α.Σ.Ε., μέσω της Επιτροπής Ανωτέρων Αξιωματούχων, των περιπτώσεων κατά τις οποίες ένας διάδικος δεν εμφανίζεται για συνδιαλλαγή ή εγκαταλείπει τη διαδικασία μετά την έναρξή της.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ IV – ΔΙΑΙΤΗΣΙΑ

Άρθρο 26
Αίτηση για σύσταση Διαιτητικού Δικαστηρίου

1. Αίτηση για διαιτησία μπορεί να γίνει οποιαδήποτε στιγμή, κατόπιν συμφωνίας δύο ή περισσότερων Κρατών – μερών στην παρούσα Σύμβαση ή μεταξύ ενός ή περισσότερων Κρατών – μερών στην παρούσα Σύμβαση και ενός ή περισσότερων άλλων συμμετεχόντων στη Δ.Α.Σ.Ε. Κρατών.

2. Τα Κράτη – μέρη στην παρούσα Σύμβαση μπορούν οποιαδήποτε στιγμή, με γνωστοποίηση που απευθύνεται στο Θεματοφύλακα, να δηλώσουν ότι αναγνωρίζουν ως υποχρεωτική, αυτοδικαίως και χωρίς ειδική συμφωνία, τη δικαιοδοσία ενός Διαιτητικού Δικαστηρίου, υπό τον όρο της αμοιβαιότητας.

Τέτοια δήλωση μπορεί να γίνει για αόριστο χρονικό διάστημα ή για ορισμένο. Μπορεί να καλύπτει όλες τις διαφορές ή να αποκλείει διαφορές που αφορούν στην εδαφική ακεραιότητα, την εθνική άμυνα, το δικαίωμα κυριαρχίας επί εδάφους ή ανταγωνιστικές αξιώσεις ως προς τη δικαιοδοσία επί άλλων περιοχών.

3. Αίτημα για διαιτησία κατά Κράτους – μέρους στην παρούσα Σύμβαση, που έχει κάνει τη δήλωση που προβλέπεται στην παράγραφο 2, μπορεί να γίνει με αίτηση προς το Γραμματέα μόνο μετά από τριάντα ημέρες μετά τη διαβίβαση προς το Συμβούλιο της Δ.Α.Σ.Ε. της έκθεσης της Επιτροπής Συνδιαλλαγής, η οποία ασχολήθηκε με τη διαφορά, σύμφωνα με τις διατάξεις του Άρθρου 25 παράγραφος 5.

4. Όταν μία διαφορά υποβληθεί σε Διαιτητικό Δικαστήριο, σύμφωνα με το παρόν άρθρο, το Δικαστήριο μπορεί, αυτεπαγγέλτως ή κατόπιν αιτήσεως ενός ή όλων των διαδίκων, να υποδείξει προσωρινά μέτρα που θα πρέπει να ληφθούν από τους διαδίκους, ώστε να αποφευχθεί επιδείνωση της διαφοράς, μεγαλύτερη δυσκολία στην επίτευξη επίλυσης ή η πιθανότητα να παραμείνει ανεφάρμοστη μελλοντική απόφαση του Δικαστηρίου, εξαιτίας της συμπεριφοράς ενός ή περισσότερων διαδίκων.

Άρθρο 27
Υποθέσεις που φέρονται ενώπιον Διαιτητικού Δικαστηρίου

1. Εάν μιά αίτηση για διαιτησία γίνει με συμφωνία, προσδιορίζει το αντικείμενο της διαφοράς. Εάν δεν υπάρχει συμφωνία, εν όλω ή εν μέρει, ως προς το αντικείμενο της διαφοράς, κάθε διάδικος μπορεί να διατυπώσει τη δική του θέση ως προς το εν λόγω αντικείμενο.

2. Εάν ένα αίτημα για διαιτησία υποβληθεί με αίτηση, προσδιορίζει το αντικείμενο της διαφοράς, το Κράτος ή τα Κράτη – μέρη στην παρούσα Σύμβαση κατά των οποίων απευθύνεται και τα βασικά στοιχεία των γεγονότων και του νόμου επί των οποίων βασίζεται.

Ευθύς μόλις παραληφθεί η αίτηση, ο Γραμματέας ενημερώνει τα άλλα Κράτη – μέρη που μνημονεύονται στην αίτηση.

Άρθρο 28
Σύσταση Διαιτητικού Δικαστηρίου

1. Όταν υποβληθεί αίτηση για διαιτησία, συνιστάται Διαιτητικό Δικαστήριο.

2. Οι διαιτητές που διορίζονται από τους διαδίκους, σύμφωνα με το Άρθρο 4, είναι αυτοδικαίως μέλη του Δικαστηρίου. Όταν περισσότερα από δύο Κράτη είναι διάδικοι στην ίδια διαφορά, τα Κράτη που διεκδικούν το ίδιο συμφέρον μπορούν να διορίσουν ένα μόνο διαιτητή.

3. Το Γραφείο διορίζει, μεταξύ των διαιτητών, αριθμό μελών που να μετέχει στο Δικαστήριο, ούτως ώστε τα μέλη που διορίζονται από το Γραφείο να είναι στο σύνολό τους περισσότερα κατά ένα από τα αυτεπάγγελτα μέλη. Μέλη του Γραφείου και οι αναπληρωτές τους, οι οποίοι είναι στον κατάλογο των διαιτητών, μπορούν να διορισθούν στο Δικαστήριο.

4. Εάν ένα αυτεπάγγελτο μέλος αδυνατεί να παρίσταται ή έχει προηγουμένως λάβει μέρος υπό οποιαδήποτε ιδιότητα στην ακροαματική διαδικασία της υπόθεσης, που προκύπτει από τη διαφορά που υποβλήθηκε στο Δικαστήριο, το μέλος αντικαθίσταται από τον/την αναπληρωτή του. Εάν ο αναπληρωτής βρίσκεται στην ίδια κατάσταση, το εμπλεκόμενο Κράτος διορίζει ένα μέλος για να εξετάσει τη διαφορά, σύμφωνα με τους όρους και τις προϋποθέσεις που καθορίζονται στην παράγραφο 5. Στην περίπτωση που προκύψει θέμα ως προς την ικανότητα μέλους ή του/της αναπληρωτή αυτού να μετέχει στο Δικαστήριο, το Γραφείο αποφασίζει επ' αυτού.

5. Οποιοδήποτε Κράτος, που είναι μέρος σε διαφορά που υποβάλλεται σε Διαιτητικό Δικαστήριο και που δεν είναι μέρος στην παρούσα Σύμβαση, μπορεί να διορίσει πρόσωπο της επιλογής του για να μετάσχει στο Δικαστήριο, είτε από τον κατάλογο διαιτητών που καταρτίζεται σύμφωνα με το Άρθρο 4 ή μεταξύ άλλων προσώπων που είναι υπήκοοι ενός συμμετέχοντος στη Δ.Α.Σ.Ε. Κράτους.

Οποιοδήποτε έτσι διοριζόμενο πρόσωπο πρέπει να πληροί τις προϋποθέσεις που καθορίζονται στο Άρθρο 4 παράγραφος 2 και για το σκοπό εξέτασης της διαφοράς, έχει τα ίδια δικαιώματα και υποχρεώσεις όπως και τα άλλα μέλη του Δικαστηρίου. Το πρόσωπο ασκεί τα καθήκοντά του/της με πλήρη ανεξαρτησία και κάνει τη δήλωση που απαιτείται βάσει του Άρθρου 5 πριν μετάσχει στο Δικαστήριο.

6. Το Δικαστήριο διορίζει τον Πρόεδρό του μεταξύ των μελών που διορίζονται από το Γραφείο.

7. Σε περίπτωση που ένα από τα μέλη του Δικαστηρίου που διορίζεται από το Γραφείο αδυνατεί να παραστεί στη διαδικασία, το μέλος αυτό δεν αντικαθίσταται παρά μόνο εάν ο αριθμός των μελών των διοριζομένων από το Γραφείο είναι μικρότερος από τον αριθμό των αυτεπαγγέλτων μελών ή των μελών των διοριζομένων από τους διαδίκους, σύμφωνα με την παράγραφο 5. Σε αυτή την περίπτωση, ένα ή περισσότερα νέα μέλη διορίζονται από το Γραφείο, σύμφωνα με τις παραγράφους 3 και 4 του παρόντος άρθρου. Νέος Πρόεδρος δεν εκλέγεται, εφόσον διορίζονται ένα ή περισσότερα νέα μέλη, εκτός αν το μέλος που αδυνατεί να παραστεί είναι ο Πρόεδρος του Δικαστηρίου.

Άρθρο 29
Διαδικασία διαιτησίας

1. Όλοι οι διάδικοι έχουν δικαίωμα ακρόασης κατά τη διαδικασία της διαιτησίας, η οποία θα πληροί τις αρχές δίκαιης δίκης. Η διαδικασία αποτελείται από

γραπτό και προφορικό μέρος.

2. Το Διαιτητικό Δικαστήριο έχει, όσον αφορά τους διαδίκους, την απαραίτητη για την άσκηση των καθηκόντων του εξεταστική και ανακριτική εξουσία.

3. Οποιοδήποτε συμμετέχον στη Δ.Α.Σ.Ε. Κράτος που θεωρεί ότι έχει ιδιαίτερο συμφέρον νομικής φύσεως, το οποίο πιθανόν να επηρεαστεί από την απόφαση του Δικαστηρίου, μπορεί, εντός δεκαπέντε ημερών από τη διαβίβαση της γνωστοποίησης από τη Γραμματεία της Δ.Α.Σ.Ε., όπως προβλέπεται στο Άρθρο 15, να υποβάλει στο Γραμματέα αίτηση παρέμβασης. Η εν λόγω αίτηση διαβιβάζεται αμέσως στους διαδίκους και στο Δικαστήριο που συστάθηκε για την επίλυση της διαφοράς.

4. Εάν το παρεμβαίνον Κράτος αποδείξει ότι έχει παρόμοιο συμφέρον, εξουσιοδοτείται να συμμετέχει στη διαδικασία, στο μέτρο που απαιτείται για την προστασία του συμφέροντος αυτού. Το σχετικό μέρος της απόφασης του Δικαστηρίου είναι δεσμευτικό για το παρεμβαίνον Κράτος.

5. Οι διάδικοι έχουν στη διάθεσή τους τριάντα ημέρες για να διατυπώσουν τις παρατηρήσεις τους σχετικά με την αίτηση παρέμβασης στο Δικαστήριο. Το Δικαστήριο εκδίδει την απόφασή του επί του παραδεκτού της αίτησης.

6. Η διαδικασία στο Δικαστήριο γίνεται κεκλεισμένων των θυρών, εκτός αν το Δικαστήριο αποφασίσει διαφορετικά, μετά από αίτηση των διαδίκων.

7. Σε περίπτωση μη εμφάνισης ενός ή περισσότερων διαδίκων, ο άλλος ή οι άλλοι διάδικοι μπορούν να ζητήσουν από το Δικαστήριο να αποφασίσει υπέρ της αξίωσης αυτού ή αυτών. Πριν το κάνει, το Δικαστήριο πρέπει να πιστοποιήσει ότι είναι αρμόδιο και ότι οι αξιώσεις αυτού ή αυτές των διαδίκων που συμμετέχουν στη διαδικασία είναι βάσιμες.

Άρθρο 30
Λειτουργία του Διαιτητικού Δικαστηρίου

Η λειτουργία του Διαιτητικού Δικαστηρίου συνίσταται στο να αποφασίζει, σύμφωνα με το διεθνές δίκαιο επί των διαφορών που υποβάλλονται σε αυτό.

Η παρούσα διάταξη δεν επηρεάζει την ικανότητα του Δικαστηρίου να αποφασίζει EX AEQUO ET BONO, εφόσον οι διάδικοι συμφωνούν σχετικά.

Άρθρο 31
Διαιτητική απόφαση

1. Η απόφαση του Διαιτητικού Δικαστηρίου αναφέρει τους λόγους επί των οποίων στηρίζεται. Εφόσον δεν αντιπροσωπεύει, εν όλω ή εν μέρει, την ομόφωνη γνώμη των μελών του Διαιτητικού Δικαστηρίου, οποιοδήποτε μέλος δικαιούται να διατυπώσει διαφορετική ή διαφωνούσα άποψη.

2. Με την επιφύλαξη του Άρθρου 29 παρ. 4, η απόφαση του Δικαστηρίου έχει δεσμευτική ισχύ μόνο μεταξύ των διαδίκων και ως προς την υπόθεση στην οποία αναφέρεται.

3. Η απόφαση είναι τελεσίδικη και δεν εφεσιβάλλεται. Πάντως, οι διάδικοι ή ένας εξ αυτών μπορεί να ζητήσει από το Δικαστήριο να ερμηνεύσει την απόφασή του ως προς το περιεχόμενο ή το πεδίο εφαρμογής της.

Πλην αντιθέτου συμφωνίας των διαδίκων, παρόμοια αίτηση υποβάλλεται τουλάχιστον έξι μήνες μετά την κοινοποίηση της απόφασης. Μετά τη λήψη των παρατηρήσεων των διαδίκων, το Δικαστήριο εκδίδει την ερμηνευτική του απόφαση όσο το δυνατόν γρηγορότερα.

4. Αίτηση για αναθεώρηση της απόφασης μπορεί να γίνει μόνον εφόσον βασίζεται στην ανακάλυψη κάποιου γεγονότος τοιαύτης φύσεως που να αποτελεί καθοριστικό παράγοντα και το οποίο, όταν εκδόθηκε η απόφαση, ήταν άγνωστο στο Δικαστήριο και στον ή στους διαδίκους που αξιώνουν αναθεώρηση. Η αίτηση αναθεώρησης πρέπει να υποβληθεί το αργότερο εντός έξι μηνών μετά την ανακάλυψη του νέου στοιχείου. Ουδεμία αίτηση αναθεώρησης μπορεί να υποβληθεί μετά την παρέλευση δέκα ετών από την ημερομηνία της απόφασης.

5. Η εξέταση αίτησης ερμηνείας ή αίτησης αναθεώρησης πρέπει να γίνεται κατά το δυνατόν από το Δικαστήριο που εξέδωσε την εν λόγω απόφαση. Αν το Γραφείο κρίνει αυτό αδύνατο, συνιστάται άλλο Δικαστήριο, σύμφωνα με τις διατάξεις του Άρθρου 28.

Άρθρο 32
Δημοσίευση της απόφασης του Δικαστηρίου

Η απόφαση δημοσιεύεται από το Γραμματέα. Ακριβές αντίγραφο κοινοποιείται στους διαδίκους και στο Συμβούλιο της Δ.Α.Σ.Ε., μέσω της Επιτροπής Ανωτέρων Αξιωματούχων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ V - ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 33
Υπογραφή και θέση σε ισχύ

1. Η παρούσα Σύμβαση είναι ανοικτή παρά τη Κυβερνήσει της Σουηδίας προς υπογραφή από τα συμμετέχοντα στη Δ.Α.Σ.Ε. Κράτη μέχρι την 31η Μαρτίου 1993. Υπόκειται σε επικύρωση.

2. Τα συμμετέχοντα στη Δ.Α.Σ.Ε. Κράτη που δεν έχουν υπογράψει την παρούσα Σύμβαση μπορούν να προσχωρήσουν σε αυτή μεταγενέστερα.

3. Η παρούσα Σύμβαση τίθεται σε ισχύ δύο μήνες μετά την ημερομηνία κατάθεσης του δωδέκατου εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησης.

4. Για κάθε Κράτος που επικυρώνει ή προσχωρεί στην παρούσα Σύμβαση μετά την κατάθεση του δωδέκατου εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησης, η Σύμβαση τίθεται σε ισχύ δύο μήνες μετά την κατάθεση του δικού του εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησης.

5. Η Κυβέρνηση της Σουηδίας είναι Θεματοφύλακας της παρούσας Σύμβασης.

Άρθρο 34
Επιφυλάξεις

Η παρούσα Σύμβαση δεν υπόκειται σε οποιαδήποτε επιφύλαξη την οποία ρητά δεν επιτρέπει.

Άρθρο 35
Τροποποιήσεις

1. Τροποποιήσεις στην παρούσα Σύμβαση πρέπει να υιοθετούνται σύμφωνα με τις παρακάτω παραγράφους.

2. Τροποποιήσεις στην παρούσα Σύμβαση μπορούν να προταθούν από οποιοδήποτε Κράτος - μέρος σε αυτή και κοινοποιούνται από το Θεματοφύλακα στη Γραμματεία της Δ.Α.Σ.Ε. προς διαβίβαση στα συμμετέ-

χοντα στη Δ.Α.Σ.Ε. Κράτη.

3. Εάν το Συμβούλιο της Δ.Α.Σ.Ε. υιοθετήσει το προτεινόμενο κείμενο της τροποποίησης, το κείμενο αποστέλλεται από το Θεματοφύλακα στα Κράτη - μέρη στην παρούσα Σύμβαση για αποδοχή, σύμφωνα με τις οικείες συνταγματικές τους διατάξεις.

4. Τροποποιήσεις τίθενται σε ισχύ την τριακοστή ημέρα μετά την ειδοποίηση όλων των Κρατών - μερών στην παρούσα Σύμβαση προς το Θεματοφύλακα περί της αποδοχής τους.

Άρθρο 36
Καταγγελία

1. Οποιοδήποτε Κράτος - μέρος στην παρούσα Σύμβαση μπορεί, οποτεδήποτε, να καταγγείλει την παρούσα Σύμβαση με γνωστοποίηση απευθυνόμενη στο Θεματοφύλακα.

2. Η καταγγελία αυτή αρχίζει να ισχύει ένα χρόνο μετά την ημερομηνία παραλαβής της γνωστοποίησης από το Θεματοφύλακα.

3. Η παρούσα Σύμβαση εξακολουθεί παρά ταύτα να ισχύει για το καταγγέλλον μέρος σε σχέση με την εν εξελίξει διαδικασία κατά το χρόνο θέσης σε ισχύ της καταγγελίας.

Η διαδικασία αυτή συνεχίζεται μέχρι τέλους.

Άρθρο 37
Γνωστοποιήσεις και ειδοποιήσεις

Οι γνωστοποιήσεις και ειδοποιήσεις που γίνονται από το Θεματοφύλακα διαβιβάζονται στο Γραμματέα και στη Γραμματεία της Δ.Α.Σ.Ε. για περαιτέρω διαβίβαση στα συμμετέχοντα στη Δ.Α.Σ.Ε. Κράτη.

Άρθρο 38
Μη μέρη

Σύμφωνα με το διεθνές δίκαιο, επιβεβαιώνεται ότι τίποτε στην παρούσα Σύμβαση δεν ερμηνεύεται ότι δημιουργεί υποχρεώσεις ή δεσμεύσεις στα συμμετέχοντα στα Δ.Α.Σ.Ε. Κράτη, τα οποία δεν είναι μέρη στην παρούσα Σύμβαση, εκτός αν ρητά προβλέπεται και γίνεται αποδεκτό εγγράφως από τα εν λόγω Κράτη.

Άρθρο 39
Μεταβατικές διατάξεις

1. Το Δικαστήριο προβαίνει, εντός τεσσάρων μηνών από τη θέση σε ισχύ της παρούσας Σύμβασης, στην εκλογή του Γραφείου, στην υιοθέτηση των κανονισμών αυτού και στο διορισμό του Γραμματέα, σύμφωνα με τις διατάξεις των Άρθρων 7, 9 και 11. Η φιλοξενούσα το Δικαστήριο Κυβέρνηση σε συνεργασία με το Θεματοφύλακα αναλαμβάνει τις απαιτούμενες προετοιμασίες.

2. Μέχρις ότου διορισθεί Γραμματέας, τα καθήκοντα του Γραμματέα σύμφωνα με το Άρθρο 3 παρ. 5 και με το Άρθρο 4 παρ. 7 εκτελούνται από το Θεματοφύλακα.

Έγινε στη Στοκχόλμη στην αγγλική, γαλλική, γερμανική, ιταλική, ρωσική και ισπανική γλώσσα και των έξι κειμένων εχόντων την αυτή ισχύ, στις 15 Δεκεμβρίου 1992.

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΟ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΣΥΜΦΩΝΗΘΕΝ ΒΑΣΕΙ ΤΟΥ ΑΡΘΡΟΥ 13 ΤΗΣ ΣΥΜΒΑΣΗΣ ΠΕΡΙ ΣΥΝΔΙΑΛΛΑΓΗΣ ΚΑΙ ΔΙΑΙΤΗΣΙΑΣ ΕΝΤΟΣ ΤΗΣ Δ.Α.Σ.Ε.

ΑΡΘΡΟ 1
Δαπάνες του Δικαστηρίου

1. Όλες οι δαπάνες του Δικαστηρίου που συνιστάται από τη Σύμβαση περί Συνδιαλλαγής και Διαιτησίας εντός της Δ.Α.Σ.Ε. (εφεξής αποκαλούμενης "η Σύμβαση") καλύπτονται από τα Κράτη - μέρη στην παρούσα Σύμβαση. Οι δαπάνες των συνδιαλλακτών και των διαιτητών θεωρούνται δαπάνες του Δικαστηρίου.

2. Οι υποχρεώσεις του φιλοξενούντος Κράτους, όσον αφορά τις δαπάνες των εγκαταστάσεων και της επίπλωσης προς χρήση του Δικαστηρίου, τη συντήρησή τους, την ασφάλισή τους, καθώς και τα γενικά έξοδα καθορίζονται δι' ανταλλαγής επιστολών μεταξύ του Δικαστηρίου, ενεργούντος με τη συγκατάθεση και εκ μέρους των Κρατών - μερών στην παρούσα Σύμβαση και του φιλοξενούντος Κράτους.

ΑΡΘΡΟ 2
Εισφορές στον προϋπολογισμό του Δικαστηρίου

1. Οι εισφορές στον προϋπολογισμό του Δικαστηρίου κατανέμονται μεταξύ των Κρατών - μερών στη Σύμβαση σύμφωνα με την κλίμακα διανομής που εφαρμόζεται εντός της Δ.Α.Σ.Ε., προσαρμοσμένης ώστε να λαμβάνει υπόψη τη διαφορά σε αριθμό μεταξύ των συμμετεχόντων στη Δ.Α.Σ.Ε. Κρατών και των Κρατών - μερών στη Σύμβαση.

2. Εάν ένα Κράτος επικυρώσει ή προσχωρήσει στη Σύμβαση μετά τη θέση της σε ισχύ, η εισφορά του θα είναι ίση, για το τρέχον οικονομικό έτος, με το ένα δωδέκατο του ποσοστού του στην προσαρμοσμένη κλίμακα, όπως ορίζεται σύμφωνα με την παράγραφο 1 του παρόντος Άρθρου, για κάθε πλήρη μήνα του εν λόγω οικονομικού έτους, το οποίο υπολείπεται μετά την ημερομηνία κατά την οποία η Σύμβαση τίθεται σε ισχύ αναφορικά με αυτό.

3. Εάν ένα Κράτος, που δεν είναι μέρος στη Σύμβαση, υποβάλει διαφορά στο Δικαστήριο, σύμφωνα με τις διατάξεις του Άρθρου 20 παρ. 2 ή του Άρθρου 26 παρ. 1 της Σύμβασης, εισφέρει στη χρηματοδότηση του προϋπολογισμού του Δικαστηρίου όσο διαρκεί η διαδικασία, σαν να ήταν μέρος στη Σύμβαση.

Για την εφαρμογή αυτής της παραγράφου, η συνδιαλλαγή θεωρείται ότι αρχίζει την ημέρα κατά την οποία ο Γραμματέας λαμβάνει ειδοποίηση περί της συμφωνίας των μερών να συστήσουν Επιτροπή και ότι λήγει την ημέρα κατά την οποία η Επιτροπή κοινοποιεί την έκθεσή της στα μέρη. Εάν ένα μέρος αποσυρθεί από τη διαδικασία, αυτή θεωρείται ότι έληξε την ημέρα κοινοποίησης της έκθεσης που προβλέπεται στο Άρθρο 25 παρ. 6 της Σύμβασης.

Η διαδικασία διαιτησίας θεωρείται ότι αρχίζει την ημέρα κατά την οποία ο Γραμματέας λαμβάνει ειδοποίηση περί της συμφωνίας των μερών να συστήσουν Δικαστήριο και ότι λήγει την ημέρα κατά την οποία το Δικαστήριο εκδίδει την απόφασή του.

ΑΡΘΡΟ 3
Οικονομικό έτος και προϋπολογισμός

1. Οικονομικό έτος θεωρείται η περίοδος από 1η Ιανουαρίου έως 31η Δεκεμβρίου.

2. Ο Γραμματέας, ενεργώντας με τη σύμφωνη γνώμη του Γραφείου του Δικαστηρίου, καταρτίζει κάθε χρόνο ένα σχέδιο προϋπολογισμού για το Δικαστήριο. Το σχέδιο αυτό για το προσεχές οικονομικό έτος υποβάλλεται στα Κράτη - μέρη στη Σύμβαση προ της 15ης Σεπτεμβρίου.

3. Ο προϋπολογισμός εγκρίνεται από τους αντιπροσώπους των Κρατών - μερών στη Σύμβαση. Η εξέταση και έγκριση του προϋπολογισμού γίνεται στη Βιέννη, εκτός αν τα Κράτη - μέρη στη Σύμβαση συμφωνήσουν διαφορετικά. Μόλις εγκριθεί ο προϋπολογισμός για το οικονομικό έτος, ο Γραμματέας ζητεί από τα Κράτη - μέρη στη Σύμβαση να καταβάλουν τις εισφορές τους.

Εάν ο προϋπολογισμός δεν εγκριθεί μέχρι την 31η Δεκεμβρίου, το Δικαστήριο λειτουργεί βάσει του προηγούμενου προϋπολογισμού και μη θιγομένων μεταγενέστερων προσαρμογών, ο Γραμματέας ζητεί από τα Κράτη - μέρη στη Σύμβαση να καταβάλουν τις εισφορές τους σύμφωνα με τον εν λόγω προϋπολογισμό.

Ο Γραμματέας ζητεί από τα Κράτη - μέρη στη Σύμβαση να καταβάλουν το 50% της εισφοράς τους την 1η Ιανουαρίου και το υπόλοιπο 50% την 1η Απριλίου.

4. Πλην αντίθετης απόφασης των αντιπροσώπων των Κρατών - μερών στη Σύμβαση, ο προϋπολογισμός καταρτίζεται σε ελβετικά φράγκα και οι εισφορές των Κρατών καταβάλλονται στο νόμισμα αυτό.

5. Ένα Κράτος που επικυρώνει ή προσχωρεί στη Σύμβαση μετά τη θέση σε ισχύ αυτής, καταβάλλει την πρώτη του εισφορά στον προϋπολογισμό εντός δύο μηνών μετά το αίτημα του Γραμματέα.

6. Κράτη τα οποία, χωρίς να είναι μέρη στη Σύμβαση, έχουν υποβάλει διαφορά στο Δικαστήριο, καταβάλλουν την εισφορά τους εντός δύο μηνών μετά το αίτημα του Γραμματέα.

7. Το έτος κατά το οποίο η Σύμβαση τίθεται σε ισχύ, τα Κράτη - μέρη στη Σύμβαση καταβάλλουν την εισφορά τους στον προϋπολογισμό εντός δύο μηνών μετά την ημερομηνία κατάθεσης του δωδέκατου εγγράφου επικύρωσης της Σύμβασης. Ο προϋπολογισμός αυτός καθορίζεται αρχικά στα 250.000 φράγκα Ελβετίας.

ΑΡΘΡΟ 4
Υποχρεώσεις, πληρωμές και αναθεωρημένος προϋπολογισμός

1. Ο εγκεκριμένος προϋπολογισμός αποτελεί εξουσιοδότηση για το Γραμματέα, ενεργώντας υπό την ευθύνη του Γραφείου του Δικαστηρίου, να αναλάβει υποχρεώσεις και να προβεί σε πληρωμές μέχρι του ποσού και για τους σκοπούς που έχουν εγκριθεί.

2. Ο Γραμματέας, ενεργώντας υπό την ευθύνη του Γραφείου του Δικαστηρίου, εξουσιοδοτείται να προβαίνει σε μεταφορές κονδυλίων και υπο-κονδυλίων μέχρι 15% των κονδυλίων και υπο-κονδυλίων.

Όλες αυτές οι μεταφορές πρέπει να αναφέρονται από το Γραμματέα στην έκθεση οικονομικής κατάστασης, που μνημονεύεται στο Άρθρο 9 του παρόντος Πρωτοκόλλου.

3. Υποχρεώσεις που δεν έχουν εκτελεστεί μέχρι το τέλος του οικονομικού έτους μεταφέρονται στο επόμενο οικονομικό έτος.

4. Εάν αναγκασθεί από τις περιστάσεις και κατόπιν προσεκτικής εξέτασης των διαθέσιμων πόρων με σκοπό την εξεύρεση τρόπων εξοικονόμησης, ο Γραμματέας εξουσιοδοτείται να υποβάλει αναθεωρημένο προϋπολογισμό, ο οποίος μπορεί να περιλαμβάνει αιτήματα για συμπληρωματικές παρακρατήσεις προς έγκριση από τους αντιπροσώπους των Κρατών - μερών στη Σύμβαση.

5. Οποιοδήποτε πλεόνασμα για ένα δεδομένο οικονομικό έτος αφαιρείται από τις εισφορές που έχουν καταλογισθεί για το οικονομικό έτος που έπεται εκείνου κατά το οποίο οι πιστώσεις εγκρίθηκαν από τους αντιπροσώπους των Κρατών - μερών στη Σύμβαση. Οποιοδήποτε έλλειμμα χρεώνεται στο επόμενο οικονομικό έτος, εκτός αν οι αντιπρόσωποι των Κρατών - μερών στη Σύμβαση αποφασίσουν για συμπληρωματικές εισφορές.

ΑΡΘΡΟ 5
Ταμείο κεφαλαίου κίνησης

Σε περίπτωση που τα Κράτη - μέρη στη Σύμβαση το κρίνουν απαραίτητο, μπορεί να δημιουργηθεί ταμείο κεφαλαίων κίνησης. Τούτο θα χρηματοδοτείται από τα Κράτη - μέρη στη Σύμβαση.

ΑΡΘΡΟ 6
Αποζημιώσεις και ονομαστικές αμοιβές

1. Τα μέλη του Γραφείου του Δικαστηρίου, της Επιτροπής Συνδιαλλαγής και του Διαιτητικού Δικαστηρίου λαμβάνουν ημερήσια αποζημίωση για κάθε ημέρα άσκησης των καθηκόντων τους.

2. Τα μέλη του Γραφείου του Δικαστηρίου λαμβάνουν επιπλέον ετήσια ονομαστική αμοιβή.

3. Η ημερήσια αποζημίωση και η ετήσια ονομαστική αμοιβή καθορίζονται από τους αντιπροσώπους των Κρατών - μερών στη Σύμβαση.

ΑΡΘΡΟ 7
Μισθοί, κοινωνική ασφάλιση και συντάξεις

1. Ο Γραμματέας και οποιοδήποτε άλλο μέλος του προσωπικού της Γραμματείας που έχει διορισθεί, σύμφωνα με το Άρθρο 9 της Σύμβασης, λαμβάνει μισθό που καθορίζεται από τους αντιπροσώπους των Κρατών - μερών στη Σύμβαση.

2. Το προσωπικό της Γραμματείας περιορίζεται στο απόλυτα ελάχιστο που είναι απαραίτητο για τη λειτουργία του Δικαστηρίου.

3. Οι αντιπρόσωποι των Κρατών - μερών στη Σύμβαση μεριμνούν όπως στο Γραμματέα και στο προσωπικό της Γραμματείας παρασχεθεί το κατάλληλο πρόγραμμα κοινωνικής ασφάλισης και συνταξιοδότησης.

ΑΡΘΡΟ 8
Οδοιπορικά έξοδα

1. Τα οδοιπορικά έξοδα, τα οποία είναι απολύτως απαραίτητα για την άσκηση των καθηκόντων τους, καταβάλλονται στα μέλη του Γραφείου του Δικαστηρίου, της Επιτροπής Συνδιαλλαγής και του Διαιτητικού Δικαστηρίου και στο Γραμματέα και στα μέλη της Γραμματείας.

2. Τα οδοιπορικά έξοδα περιλαμβάνουν τα πραγματικά έξοδα μεταφοράς, συμπεριλαμβανομένων των εξόδων των συναφών με τη μεταφορά, καθώς επίσης ημερήσια αποζημίωση που καλύπτει όλα τα έξοδα γευμάτων, ξενοδοχείου, εισιτηρίων, φιλοδωρημάτων και τα προσωπικά έξοδα. Η ημερήσια αποζημίωση καθορίζεται από τους αντιπροσώπους των Κρατών - μερών στη Σύμβαση.

ΑΡΘΡΟ 9
Αρχεία και λογαριασμοί

1. Ο Γραμματέας, ενεργώντας με την έγκριση του Γραφείου του Δικαστηρίου, μεριμνά όπως φυλάσσονται τα κατάλληλα αρχεία και λογαριασμοί όλων των συνδιαλλαγών και όπως όλες οι πληρωμές είναι δεόντως θεωρημένες.

2. Ο Γραμματέας, ενεργώντας με την έγκριση του Γραφείου του Δικαστηρίου, υποβάλλει στα Κράτη - μέρη στη Σύμβαση, όχι αργότερα από την 1η Μαρτίου, ετήσια οικονομική έκθεση στην οποία εμφαίνονται, όσον αφορά το προηγούμενο οικονομικό έτος:

α) καταθέσεις και αναλήψεις από όλους τους λογαριασμούς,

β) η κατάσταση σχετικά με τις διατάξεις περί προϋπολογισμού,

γ) το οικονομικό ενεργητικό και παθητικό στο τέλος του οικονομικού έτους.

ΑΡΘΡΟ 10
Λογιστικός έλεγχος

1. Οι λογαριασμοί του Δικαστηρίου ελέγχονται από δύο ελεγκτές, διαφορετικών υπηκοοτήτων, οι οποίοι διορίζονται για χρονική περίοδο που ανανεώνεται ανά τριετία, από τους αντιπροσώπους των Κρατών - μερών στη Σύμβαση.

Πρόσωπα που είναι ή ήταν εγγεγραμμένα στους καταλόγους των συνδιαλλακτών ή των διαιτητών ή έχουν λάβει πληρωμές από το Δικαστήριο, σύμφωνα με το Άρθρο 7 του παρόντος Πρωτοκόλλου, δεν μπορούν να γίνουν ελεγκτές.

2. Οι ελεγκτές προβαίνουν σε ελέγχους ετησίως. Ελέγχουν, ειδικότερα, την ακρίβεια των βιβλίων, τον ισολογισμό και τους λογαριασμούς. Οι λογαριασμοί πρέπει να είναι διαθέσιμοι για τον ετήσιο έλεγχο και για εξέταση όχι αργότερα από την 1η Μαρτίου.

3. Οι ελεγκτές προβαίνουν στους ελέγχους που κρίνουν απαραίτητους προκειμένου να βεβαιώσουν:

α) ότι η ετήσια υποβληθείσα σε αυτούς οικονομική έκθεση είναι σωστή και σύμφωνη με τα βιβλία και τα αρχεία του Δικαστηρίου,

β) ότι οι οικονομικές συνδιαλλαγές που είναι καταχωρημένες στην έκθεση αυτή, έχουν πραγματοποιηθεί σύμφωνα με τους σχετικούς κανόνες, τις διαχειριστικές διατάξεις και τους λοιπούς εφαρμοστέους κανονισμούς και

γ) ότι τα πάγια και τα διαθέσιμα κεφάλαια έχουν βεβαιωθεί με πιστοποιητικά που παραλήφθησαν απευθείας από τους θεματοφύλακες ή από καταμέτρηση.

4. Ο Γραμματέας παρέχει στους ελεγκτές όση βοήθεια και διευκολύνσεις χρειάζονται για τη σωστή εκτέλεση των καθηκόντων τους. Οι ελεγκτές έχουν, ειδικότερα, ελεύθερη πρόσβαση στα βιβλία λογαριασμών, στα αρχεία και στα έγγραφα, τα οποία κατά τη γνώμη τους είναι απαραίτητα για τον έλεγχο.

5. Οι ελεγκτές συντάσσουν ετησίως έκθεση όπου επικυρώνονται οι λογαριασμοί και γίνονται σχολιασμοί, που απαιτούνται από τον έλεγχο. Μπορούν, σε αυτό το πλαίσιο, να προβαίνουν σε παρατηρήσεις που κρίνουν απαραίτητες, όσον αφορά την αποτελεσματικότητα των οικονομικών διαδικασιών, το λογιστικό σύστημα και τον εσωτερικό οικονομικό έλεγχο.

6. Η έκθεση υποβάλλεται επίσης στους αντιπροσώπους των Κρατών - μερών στη Σύμβαση όχι αργότερα από τέσσερις μήνες μετά το τέλος του οικονομικού έτους στο οποίο αναφέρονται οι λογαριασμοί. Η έκθεση διαβιβάζεται προηγουμένως στο Γραμματέα, ώστε να έχει στη διάθεσή του τουλάχιστον δεκαπέντε (15) ημέρες προκειμένου να παράσχει τις εξηγήσεις και τις απολογίες που κρίνει απαραίτητες.

7. Εκτός από την ετήσιο έλεγχο, οι ελεγκτές έχουν ανά πάσα στιγμή ελεύθερη πρόσβαση για έλεγχο των βιβλίων, του ισολογισμού και των λογαριασμών.

8. Επί τη βάσει της έκθεσης του λογιστικού ελέγχου, οι αντιπρόσωποι των Κρατών - μερών στη Σύμβαση γνωστοποιούν την αποδοχή τους του ετήσιου οικονομικού απολογισμού ή προβαίνουν σε οποιεσδήποτε άλλες ενέργειες που κρίνουν απαραίτητες.

ΑΡΘΡΟ 11
Ειδικός λογαριασμός εκταμίευσης

1. Μπορεί να δημιουργηθεί ειδικός λογαριασμός εκταμίευσής από τα Κράτη - μέρη στη Σύμβαση, που αποσκοπεί στη μείωση των δικαστικών λειτουργικών εξόδων των Κρατών - μερών σε διαφορές, που υποβάλλονται στο Δικαστήριο και τα οποία έχουν δυσκολία πληρωμής των εξόδων. Θα χρηματοδοτείται από εθελοντικές εισφορές των Κρατών - μερών στη Σύμβαση.

2. Ένα Κράτος - μέρος σε διαφορά που υποβάλλεται στο Δικαστήριο, το οποίο επιθυμεί να λάβει χρηματοδότηση από τον ειδικό λογαριασμό εκταμίευσης, υποβάλλει αίτηση στο Γραμματέα με λεπτομερή έκθεση υπολογισμού των δικαστικών εξόδων.

Το Γραφείο του Δικαστηρίου εξετάζει την αίτηση και διαβιβάζει την πρότασή του στους αντιπροσώπους των Κρατών - μερών στη Σύμβαση, οι οποίοι αποφασίζουν εάν και κατά πόσο θα ικανοποιήσουν το αίτημα αυτό.

Μετά την ακρόαση της υπόθεσης το Κράτος που έλαβε χρηματοδότηση από τον ειδικό λογαριασμό εκταμίευσης, απευθύνει στο Γραμματέα, προς μελέτη από το Γραφείο, αναλυτική έκθεση των λειτουργικών δαπανών που πραγματικά καταβλήθηκαν και προβαίνει, εάν χρειάζεται, στην καταβολή του ποσού που δαπανήθηκε επιπλέον των πραγματικών εξόδων.

ΑΡΘΡΟ 12
Λήψη αποφάσεων

Όλες οι αποφάσεις των Κρατών - μερών στη Σύμβαση ή των αντιπροσώπων τους, βάσει του παρόντος Πρωτοκόλλου, λαμβάνονται με ομοφωνία.

ΑΡΘΡΟ 13
Τροποποιήσεις

Τροποποιήσεις στο παρόν Πρωτόκολλο υιοθετούνται, σύμφωνα με τις διατάξεις του Άρθρου 35 της Σύμβασης.

Το Γραφείο του Δικαστηρίου μπορεί να εκφέρει τη γνώμη του επί των προτεινόμενων τροποποιήσεων στη Γραμματεία της Δ.Α.Σ.Ε. για διαβίβαση στα συμμετέχοντα στη Δ.Α.Σ.Ε. Κράτη.

Το παρόν Πρωτόκολλο έγινε στην αγγλική, γαλλική, γερμανική, ιταλική, ρωσική και ισπανική γλώσσα και των έξι κειμένων εχόντων την αυτή ισχύ, υιοθετήθηκε από την Επιτροπή Ανωτέρων Αξιωματούχων στην Πράγα, στις 28 Απριλίου 1993, σύμφωνα με το Άρθρο 13 της Σύμβασης περί Συνδιαλλαγής και Διαιτησίας εντός της Δ.Α.Σ.Ε. και είναι κατατεθειμένο στην Κυβέρνηση της Σουηδίας.

Άρθρο δεύτερο

Η δήλωση του άρθρου 26 παρ. 2 της Σύμβασης αυτής ισχύει για μια πενταετία, υπό τον όρο της αμοιβαιότητας και με την επιφύλαξη των διαφορών που αφορούν την εθνική άμυνα.

Άρθρο τρίτο

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, και της Σύμβασης και του Πρωτοκόλλου που κυρώνονται από την ολοκλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 33 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 16 Ιουνίου 1995

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
Κ. ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ	**Α. ΠΕΠΟΝΗΣ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 16 Ιουνίου 1995

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Α. ΠΕΠΟΝΗΣ

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

Εκδίδει την ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ από το 1833

Διεύθυνση : Καποδιστρίου 34
Ταχ. Κώδικας : 104 32
TELEX : 22.3211 YPET GR
FAX : 5234312

Οι Υπηρεσίες του **ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ** λειτουργούν καθημερινά από **8.00΄** έως **13.00΄**

ΧΡΗΣΙΜΕΣ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΕΣ

* Πώληση ΦΕΚ όλων των Τευχών Σολωμού 51 τηλ.: 52.39.762
* ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ: Σολωμού 51 τηλ.: 52.48.188
* Για φωτοαντίγραφα παλαιών τευχών στην οδό Σολωμού 51 τηλ.: 52.48.141
* Τμήμα πληροφόρησης: Για τα δημοσιεύματα των ΦΕΚ Σολωμού 51 τηλ.: 52.25.713 – 52.49.547

* Οδηγίες για δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών και ΕΠΕ τηλ.: 52.48.785

Πληροφορίες για δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών και ΕΠΕ τηλ.: 52.25.761

* Αποστολή ΦΕΚ στην επαρχία με καταβολή της αξίας του δια μέσου Δημοσίου Ταμείου. Για πληροφορίες: τηλ.: 52.48.320

Τιμές κατά τεύχος της ΕΦΗΜΕΡΙΔΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ:

Κάθε τεύχος μέχρι 8 σελίδες δρχ. 100. Από 9 σελίδες μέχρι 16 δρχ. 150, από 17 έως 24 δρχ. 200

Από 25 σελίδες και πάνω η τιμή πώλησης κάθε φύλλου (8σέλιδου ή μέρους αυτού) αυξάνεται κατά 50 δρχ.

Μπορείτε να γίνετε συνδρομητής για όποιο τεύχος θέλετε. Θα σας αποστέλλεται με το Ταχυδρομείο.

ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

Κωδικός αριθ. κατάθεσης στο Δημόσιο Ταμείο 2531		Κωδικός αριθ. κατάθεσης στο Δημόσιο Ταμείο 3512
Η ετήσια συνδρομή είναι:		Ποσοστό 5% υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοηθείας του Προσωπικού (ΤΑΠΕΤ)
α) Για το Τεύχος Α΄	Δρχ. 20.000	Δρχ. 1.000
β) » » » Β΄	» 40.000	» 2.000
γ) » » » Γ΄	» 10.000	» 500
δ) » » » Δ΄	» 40.000	» 2.000
ε) » » » Αναπτυξιακών Πράξεων	» 25.000	» 1.250
στ) » » » Ν.Π.Δ.Δ.	» 10.000	» 500
ζ) » » » ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ	» 5.000	» 250
η) » » » Δελτ. Εμπ.& Βιομ. Ιδ.	» 10.000	» 500
θ) » » » Αν. Ειδικού Δικαστηρίου	» 3.000	» 150
ι) » » » Α.Ε. & Ε.Π.Ε.	» 210.000	» 10.500
ια) Για όλα τα Τεύχη εκτός ΤΑΕ-ΕΠΕ	» 110.000	» 5.500

Πληροφορίες: τηλ. 52.48.320